

# BULLETIN

PUBLICATION CONJOINTE DE / JOINT PUBLICATION OF  
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE  
&  
CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION

Novembre 1975  
cinquième année  
No. 2

V / 2

November 1975  
volume V  
No. 2

Rapport du président sortant de la SCSP, page 4

A relevant acronym: SSRCC, page 13

An important new committee of the CPSA, page 15

Session d'études sur l'intégration européenne, page 19

Réunions prochaines / Upcoming meetings, page 23

Edinburgh 1976, pages 27, 32

Departmental News / Nouvelles des départements, page 37

The Thorburn Report: DOSSIER of the month, page D/1

*Toute correspondance  
au sujet du bulletin  
devrait être envoyée au rédacteur:*

François-Pierre Gingras,  
Département de science politique,

*All correspondence  
relating to the newsletter  
should be directed to the editor:*

François-Pierre Gingras,  
Department of Political Science,

"On n'est jamais si bien servi que par soi-même"

Le Bulletin se veut un organe de liaison entre les politicologues canadiens. A ce titre, il publie des renseignements et des opinions susceptibles d'intéresser ses lecteurs. Il revient cependant à ces mêmes lecteurs (c'est à dire VOUS) de faire connaître au rédacteur du Bulletin la nature de leurs intérêts et de lui communiquer des informations. Si vous ne le faites pas, qui le fera?

Make it YOUR thing!

The real purpose of publishing the Bulletin is to provide Canadian political scientists with an instrument of communication. There is no point including in the Bulletin informations of little or no interest to most readers. However, the editor can only publish those informations and opinions he receives. This is an invitation addressed to YOU.

\*

\*

\*

Readers of the Bulletin were promised a DOSSIER on "the uses and abuses of Political Science journals" for this issue. As one of our objectives is to keep our readers up to date, we have instead included the "Concluding Remarks" of the Thorburn Report on graduate studies and research in Political Science (see page D/1). This report, done on behalf of the CPSA for the Healy Commission on graduate studies in the humanities and social sciences, is one of the major documents under examination by the recently-created CPSA Graduate Studies Committee (see terms of reference on page 15 and the minutes of its first meeting on pages 16-17). In all likelihood, it will also be placed on the agenda of the next Departmental Chairmen's conference in February (see page 18). For comparative purposes, we have also included in this DOSSIER the recommendations of the Lemieux Report done on behalf of the SCSP for the Healy Commission (pages D/17 - D/18).

\*

\*

\*

FORTHCOMING IN THE BULLETIN ...

... a text by David Easton on THE INTERNATIONAL CHARACTER OF NATIONAL POLITICAL SCIENCE

\*

\*

\*

Deadline for the inclusion of informations or commentaries in the January issue: December 12. For the March issue: February 13.

Date-limite pour faire paraître vos nouvelles et vos commentaires dans la livraison de janvier: 12 décembre. Pour la livraison de mars: le 13 février.

\*

\*

\*

Special thanks to Marlene Moore for her invaluable assistance in putting together this issue.

François-Pierre Gingras

## WHO DO YOU WANT TO SEE ON THE CPSA BOARD OF DIRECTORS?

N.B. If the postal strike is finished by December 15th, the deadline for nominations will be extended to February 15th, 1976. Otherwise, the deadline will be one month after the date on which the strike ends.

## NOMINATIONS FOR OFFICERS OF THE CPSA

In accordance with the provisions of article VIII, section 2, of the constitution of the Canadian Political Science Association, the nominating committee invites nominations for the office of President-Elect, Vice-President, six Members-At-Large on the Board of Directors, and three Members of the Nominating Committee. Nomination forms must be duly signed by two CPSA members and should preferably indicate agreement on the part of the nominee. Nominations should be in the hands of the Secretary-Treasurer (c/o University of Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5) before January 15, 1976.

Nominations should take into consideration the geographical distribution that would include the following regions: the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, and British Columbia.

Only nominations received before January 15, 1976, will be included in the list proposed to the membership by the nominating committee. However, names of the other candidates may be placed on the ballot by any two members submitting a nomination paper, signed by themselves and the nominee, to the Secretary-Treasurer before midnight of the first day of the annual meeting.

---

## QUI DESIREZ-VOUS VOIR AU BUREAU DE DIRECTION DE L'ACSP?

### L'ELECTION DES FONCTIONNAIRES DE L'ACSP

Selon les provisions de l'article VIII, paragraphe 2, de la constitution le comité des candidatures invite les membres de l'Association canadienne de science politique à présenter des candidatures au poste de président désigné, vice-président, et conseiller (6) du Bureau de direction, et au poste de membres (3) du comité des candidatures. Les formules de candidatures doivent être contresignées par deux membres de l'ACSP et devraient de préférence indiquer que le candidat accepte de se porter candidat. Les candidatures doivent parvenir au secrétaire-trésorier (a/s Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5), avant le 15 janvier, 1976.

Les candidatures devraient tenir compte d'une répartition géographique qui comprendrait les régions suivantes: les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces de l'Ouest et la Colombie Britannique.

Seules les candidatures reçues avant le 15 janvier, 1976 seront incluses dans la liste présentée aux membres par le comité des candidatures. Cependant, le nom d'autres candidats pourra être ajouté à la liste des candidats par l'action conjointe de deux membres, qui à cet effet devront remettre au

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE

Bureau de direction 1975 - 76

tel qu'élu lors de l'assemblée générale annuelle  
tenue à l'Université de Montréal le 24 octobre 1975.

Président:	Tran Quang Ba	(Moncton)
Président sortant:	Robert Boily	(Montreal)
1er vice-président:	Jacques Lévesque	(UQAM)
2e vice-président:	Michel Vanier	(CEGEP Ahuntsic)
Secrétaire - trésorier	François Bouvier	(UQAM)
Conseillers:	Nasir Islam	(Ottawa)
	Jean Karam	(CEGEP Ahuntsic)
	Réjean Pelletier	(Laval)
	Koula Mellos	(Ottawa)
	Michel Saint-Louis	(Moncton)
Co-directeurs de la Revue canadienne de science politique:		
	Paul Fox	(Toronto)
	Vincent Lemieux	(Laval)

\*

\*

\*

ASSEMBLEE GENERALE DU 24 OCTOBRE 1975

Rapport du président sortant

Puisque c'est le dernier rapport que je vous sou mets à titre de Président - un président qui commençait à se sentir un Secrétaire perpétuel - je voudrais remercier toutes les personnes qui, au cours des deux dernières années et demie, m'ont assuré de leur appui et ont donné, à la Société, leur temps et leur confiance dans l'utilité d'un tel organisme pour notre milieu. Je veux remercier, tout particulièrement, Mme Irène Malo pour sa fidélité et son enthousiasme, François Bouvier pour sa patience et son dévouement, Louise Quesnel-Ouellet pour l'extraordinaire travail fait aux stages parlementaires, Vincent Lemieux et Edouard Cloutier pour la qualité du travail accompli à la Revue et tous mes collègues des deux exécutifs qui se sont succédés pendant cette période, ceux que j'ai vu partir à regret et ceux que j'ai retrouvés avec plaisir. Je voudrais aussi remercier tous ceux qui, à un moment ou l'autre, à l'occasion de divers projets, nous furent précieux par leurs interventions et en particulier, les divers directeurs de Département. Merci aussi à Gilbert Saint-Louis et à ses collègues pour leur travail et le chaleureux accueil à Moncton lors du dernier Congrès de l'ACFAS.

Cela dit, je voudrais maintenant, à l'occasion de ce rapport, vous exposer rapidement le bilan du mandat qui se termine et me permettre d'évoquer quelques problèmes sur lesquels la Société devrait, à mon avis, se pencher. Ce n'est pas sans inquiétude - ni sans regret, car j'ai conscience de n'avoir pas pu donner à la Société tout le dynamisme dont

elle aurait eu besoin - que je quitte la Présidence à un moment où, par suite d'une sérieuse prise de conscience, les membres qui la composent doivent décider de sa survie ou de sa disparition.

Les cinq points suivants retiendront successivement notre attention: état des deux projets annoncés dans mon dernier rapport en relation avec les grands objectifs de la Société, activités du Comité des directeurs, état des projets en cours, activités nouvelles et quelques réflexions sur l'état de la Société.

1. En relation avec les grands objectifs de la Société, état des deux projets annoncés dans le dernier rapport du Président.

Suite à l'invitation et aux propositions faites par André Vachet en août 1973, je rappelais, dans mon dernier rapport, que le Bureau de direction s'était à nouveau penché sur ces questions et qu'il lui était apparu que la Société se devait d'établir des priorités d'action dans la poursuite de ses grands objectifs et se devait d'essayer d'être plus réaliste dans la poursuite de ces priorités. Valait mieux être plus limitatif dans les projets mais d'en poursuivre l'atteinte dans des conditions de recherches normales et sûres.

Deux projets d'étude, qui visaient à rejoindre les trois grands objectifs de la Société (faire connaître le caractère professionnel de la Science politique, promouvoir la recherche ainsi que la coordination et la diffusion des résultats, voir à combler les lacunes au plan de la formation et de la recherche en Science politique) avaient été retenus. Le premier visait à connaître plus parfaitement les milieux de travail de nos finissants afin de mieux évaluer la facilité ou la difficulté d'accès au marché du travail et de la poursuite d'une carrière. Une telle étude, dans la mesure où elle était poursuivie par une équipe de recherche subventionnée, pouvait nous fournir les éléments nécessaires à une action auprès des employeurs actuels ou potentiel des finissants de Science politique.

Un deuxième projet visait à constituer une autre équipe de recherche pour procéder à l'évaluation en profondeur des programmes de Science politique, des domaines de recherche couverts et des instruments de coordination existants, ceci afin d'être mieux à même de connaître les lignes de force et les lacunes du développement de la Science politique dans nos universités francophones.

Qu'en est-il de ces projets? Le premier projet n'a pu être poursuivi faute de fonds et cela, malgré plusieurs démarches. Compte tenu de l'importance de cette recherche pour une reconnaissance du caractère professionnel de la Science politique, peut-être y aurait-il lieu, pour la Société, d'engager quelqu'argent pour amorcer l'étude afin que, soit par une subvention ou la poursuite d'un ou de mémoires de maîtrise (supportés financièrement en partie par la Société), nous parvenions à une meilleure connaissance de la situation.

Quant au deuxième projet, une grande partie des objectifs a été atteint à l'occasion du mémoire que Vincent Lemieux a, à la demande de la Société, rédigé pour la Commission Healy. Ce mémoire sur lequel l'Assemblée générale s'est penché met heureusement en relief le chemin parcouru par chacun de nos départements et les problèmes sérieux auxquels nous continuons de nous confronter au niveau des études supérieures. Je veux remercier ici Vincent Lemieux d'avoir accepté cette tâche et de l'avoir menée à bien dans un temps record avec beaucoup de délicatesse et d'objectivité.

## 2. Activités du Comité des directeurs.

Il ne fait pas de doute - malgré la difficulté de planifier les rencontres - que le comité des directeurs s'avère un des instruments les plus stables et les plus utiles de la Société. Le stade des rencontres pour un simple échange d'informations - celles-ci demeurent cependant toujours précieuses - a été dépassé. Au cours de la dernière année universitaire écoulée, la procédure suivante fut suivie: établissement, dès la première rencontre, d'un ordre du jour pour l'année, ce qui a permis de retenir quelques questions jugées d'importance et de s'y pencher successivement à l'occasion de chacune des rencontres. Les procès-verbaux de ces diverses réunions vous ayant été distribués, je me contenterai d'en évoquer les thèmes: problème de l'engagement de professeurs dits étrangers, notamment dans le secteur international (réunion du 1er novembre 1974), problème du nombre des étudiants dans les divers départements de Science politique, attitudes à adopter vis-à-vis la question des prérequis (réunion de mars 1975), prérequis conçus par les uns comme barrière, par les autres comme éléments nécessaires de formation, réunion d'avril 1975 consacrée entièrement, avec la participation des responsables pédagogiques à l'admission, à ce problème de prérequis. Suite à cette dernière réunion, un comité a été formé afin que des recommandations puissent être faites à la Société au cours de l'automne. Ces recommandations pourraient revêtir beaucoup d'importance quant aux politiques à défendre par la Société auprès du Ministère de l'Education. J'ajouterai que ces réunions se sont avérées fort utiles pour l'échange d'informations sur le recrutement des professeurs et les programmes dans les divers départements. C'est maintenant une pratique établie que de communiquer aux autres départements l'ouverture de postes de même que des candidatures qui ne peuvent être retenues faute de poste.

3. Etat des projets en cours.

Ententes Grenoble, Bordeaux, UQAM, Montréal, Laval.

En octobre 1974, une série de rencontres avaient lieu à Montréal et à Québec entre M. Mabileau, représentant des universités françaises impliquées et du gouvernement français, les directeurs de départements des universités québécoises concernées, les dirigeants de la Société et les représentants du Ministère. Il s'agissait de mettre un peu d'ordre dans les procédures, les responsabilités et de réévaluer les conditions financières, notamment touchant les stagiaires français et les stages des étudiants. Sans que nous soyons parvenus à un fonctionnement tout à fait harmonieux, il ne fait pas de doute qu'une série d'échanges ont pu avoir lieu dans des conditions meilleures. Pour la première fois, des étudiants québécois (2) ont pu profiter, cette année, de cet accord. Il ne fait pas de doute cependant que, quels que soient les efforts déployés, une coordination meilleure demeure à réaliser. Je veux remercier ici André Donneur pour son rôle de coordonnateur de ce projet au Québec. Je connais suffisamment le temps exigé par cette tâche et le type d'ennuis qu'elle occasionne pour apprécier grandement la disponibilité qu'il a toujours manifestée dans cette fonction.

Stages parlementaires.

Au cours de la dernière année écoulée, un premier groupe de stagiaires a fait l'expérience de ce projet et ce fût un succès total, et cela de l'avis de tous ceux qui furent mêlés au projet. Un deuxième groupe vient d'amorcer cette expérience unique au Canada au niveau des législatures provinciales.

Les perspectives d'avenir de ce programme demeurent cependant on ne peut plus sombres. En effet, malgré les efforts considérables déployés par le directeur des stages, Louise Quesnel-Ouellet et les dirigeants de la Société, nous n'avons pu obtenir aucune aide financière, je dis bien aucune, permettant à ce projet de se poursuivre au-delà de la présente année. Nous ne pouvons nous résoudre à voir ce programme disparaître et nous demeurons confiants qu'au cours de la prochaine année, une solution sera trouvée. J'aimerais remercier ici Louise Quesnel-Ouellet pour le travail énorme qu'elle a accompli pour la réalisation et le bon fonctionnement de ce projet. C'est à regret que nous avons dû accepter la démission de Louise par suite de sa nomination au poste de directeur du Département de Science politique de Laval. Réjean Pelletier a accepté vaillamment de lui succéder et s'est mis résolument à la tâche depuis septembre.

Manuels.

Le manuel sur les Institutions politiques canadiennes et québécoises est en bonne voie et devrait devenir disponible sous peu grâce au travail acharné d'André Bernard.



Colloque conjoint C.P.S.A. - S.C.S.P.

Conformément à la politique décidée par le Bureau de direction, il y a maintenant deux ans, de tels colloques n'auront lieu que tous les deux ans et ne regrouperont que des personnes spécialisées dans le domaine choisi. André J. Bélanger, du Département de Science politique de l'Université de Montréal, et H.M. Angell, du Département de Science politique de l'Université Concordia, sont responsables de l'organisation du prochain colloque. Ce colloque aura lieu l'automne prochain et portera sur l'utilisation en Science politique de la théorie du développement. On a émis l'espoir que certains des textes présentés à ce colloque puissent être publiés dans la Revue Canadienne de Science politique.

Activités nouvelles.

En dehors de l'appui limité donné par la Société à la nouvelle revue Canadian Public Policy. Analyse de politique, je voudrais souligner surtout une initiative que François et moi-même - nous en prenons la responsabilité - avons prise l'année dernière d'organiser, avec les sociologues et les anthropologues, un colloque conjoint sous le thème de "l'Utilisation publique des Sciences sociales". Si j'en ai assumé la responsabilité avec François, c'est surtout à lui qu'il faut attribuer l'organisation de ce colloque qui s'est avéré, malgré le peu de participation des gens de Science politique, un franc succès. Non seulement ce colloque a-t-il permis un contact avec des collègues de disciplines voisines et nous a-t-il permis de sortir de préoccupations trop étroitement universitaires pour aborder celui de notre responsabilité sociale, mais il a permis, à de nombreuses personnes issues de nos départements et qui oeuvrent dans l'administration ou l'entreprise, d'exprimer leurs problèmes de recherche et leurs préoccupations, pour ne pas parler de leur isolement. Il nous semble que cela nous a donné l'occasion de rencontrer un voeu émis, lors de notre dernière assemblée générale, et qui consistait à inviter la Société à sortir des seules préoccupations universitaires.

Pour ma part, j'espère que de telles activités devraient se poursuivre et revenir régulièrement sous forme d'interrogations générales ou d'analyse de problèmes spécifiques. Lors du dernier Bureau de direction, nous avons rendu compte de cette initiative et émis le voeu que l'expérience soit reprise. Une prochaine occasion nous en sera donnée à Sherbrooke si le projet de tenir le prochain Congrès à Québec, au moment des Sociétés savantes, est accepté. A Sherbrooke, dans le cadre de l'ACFAS, il nous serait possible de tenir un colloque conjoint avec des collègues sociologues et de d'autres départements des Sciences sociales, sur le thème de la Politique de la Santé au Québec. Il nous semble que ce thème donnerait l'occasion, à de nombreux chercheurs de nos universités, de se réunir et de faire part de leurs réflexions sur une des politiques les plus importantes que le Québec ait mise en route depuis la création du Ministère de l'Éducation.

Telles ont été les principales activités de la Société au cours du dernière mandat écoulé et tels sont les résultats obtenus. Les uns attestent du statut atteint par la Société. D'autres sont révélateurs du peu de moyens dont elle est dotée et du chemin qu'il reste à parcourir. C'est

pour mieux faire ressortir ces divers aspects que je n'ai pas voulu, dans ce rapport, faire état des diverses activités que la Société poursuit avec la C.P.S.A. J'ai voulu me limiter aux seules activités de la Société.

Comme chaque fois que j'ai à me pencher sur de semblables bilans, je me dis, au moment de commercer, que la Société devrait peut-être songer à la retraite. Chaque fois que je termine le bilan, j'y trouve, malgré tout, matière à espérer en me disant qu'un travail utile, bien que limité, a été accompli. Un travail qui n'aurait sans doute pas été accompli si la Société n'existait pas. Il n'en reste pas moins symptomatique que l'on sente le besoin de faire semblables réflexions.

##### 5. Quelques réflexions sur l'état de la Société.

Tout en demeurant bien jeune, la Société a déjà quelques années derrière elle. On pourrait longtemps s'interroger sur son utilité, lui adresser, et tout particulièrement à certains de ses dirigeants, quelques reproches. Il n'en reste pas moins qu'avant de nous attacher à certaines faiblesses, il demeure utile de nous rappeler quelques-unes des tâches que la Société s'était donnée et a atteintes complètement ou en partie.

La Société a permis un regroupement de politicologues de langue française et évité, à nos collègues d'Ottawa comme à ceux de Moncton, un isolement certain. Elle permet aussi à tous ceux qui, bien que le langage anglais, portent intérêt à ce qui se fait parmi nous, d'y collaborer intensément, qu'ils soient du Québec ou d'ailleurs.

La Société a maintenu, auprès d'organismes fédéraux, l'affirmation d'une identité qui nous est propre, l'existence de problèmes différents et de besoins autres. A nouveau, l'étude faite pour la Commission Healy nous a permis de le démontrer.

Sans y être encore parvenue complètement, la Société a facilité un contact précieux entre les collègues des CEGEP et ceux des universités.

Par son comité de directeurs, la Société maintient, entre les départements, un courant d'informations et d'échanges nécessaire.

C'est aussi grâce à la Société qu'il nous est possible d'avoir une participation étroite à la seule grande revue de Science politique du Canada et ce, sur un pied d'absolue égalité.

Que ce soit par les contacts constants entre les exécutifs de la C.P.S.A. et la S.C.S.P. ou par les colloques conjoints, la Société a su favoriser une meilleure communication entre politicologues de langue française et les politicologues de langue anglaise.

Enfin, c'est à la Société qu'il faut rattacher l'existence et le développement de projets tels que les ententes entre des universités de France et du Québec ou les stages parlementaires.

Ce ne sont là que quelques-unes des diverses activités et réalisations de la Société qui confirment l'espoir que ceux qui lui ont donné naissance avaient mis en elle. Il ne fait pas de doute cependant qu'à chacune de ces réalisations, on pourrait rattacher un nom. C'est normal, dans une certaine mesure, mais il n'en reste pas moins que, parfois, nous éprouvons l'impression que la Société est trop l'affaire de quelques-uns. Il me semble qu'il y a une sorte de contradiction entre le nombre de membres, les nombreuses obligations de la Société, le rôle qu'elle se doit d'assumer et la participation que l'on y a remarquée. Les mêmes personnes ne peuvent pas toujours assumer les diverses responsabilités au sein de notre collectivité et il serait trop simple de tout expliquer par un phénomène d'oligarchie. Ces diverses responsabilités ne procurent pas une telle joie qu'il soit toujours passionnant de les assumer. Il me semble qu'au cours des années, un certain problème de générations se soit posé. Cependant que quelques-uns des pionniers et des plus fidèles supporteurs de la Société ont dû, par suite de toute une série de facteurs, consacrer une partie de leurs efforts, en d'autres lieux, peu de resourcement s'est manifesté jusqu'à maintenant. Comme à tout phénomène, il y a une cause, et que la mauvaise volonté n'explique pas tout, et de loin, il faudrait s'interroger sur les facteurs qui peuvent éclairer cette situation, une situation qui menace le dynamisme de notre Société. Toujours au plan de la participation, il me semble aussi que les contacts ne sont faits plus espacés avec nos collègues de certains secteurs et je pense ici - peut-être à tort - à ceux du secteur des Relations internationales, sans doute par suite du grand dynamisme de ce secteur. Il me semble également que nos contacts avec nos collègues anglophones du Québec se sont amenuisés. Où faut-il en recherche la cause?

Sur un plan tout à fait différent, je voudrais attirer l'attention sur le type de relations et de collaborations que la Société a développé depuis plusieurs années avec la C.P.S.A. Un tel type de collaboration a-t-il finalement amené la Société, étant donné le caractère réduit de ses moyens, à une diminution de son esprit d'initiative? Compte tenu toujours de ces moyens, y a-t-il un manque de temps pour la création et l'élaboration d'activités propres? Faut-il mettre en question ce type de relations ou les moyens que nous avons su ou pu nous donner jusqu'à maintenant?

Cette interrogation sur les moyens dont nous disposons m'amène à parler d'un objectif, à mes yeux primordial, celui de la défense de nos intérêts proprement professionnels. Il ne fait aucun doute qu'il y a place ici pour une amélioration très considérable sans pour autant tomber dans le corporatisme. Nous ne pouvons laisser à d'autres le soin de définir ce que doit être notre enseignement, qu'il s'agisse de l'Université ou des CEGEP, de ce que doit être notre recherche. Compte tenu de l'évolution de notre Société et du caractère de notre discipline, nous sommes appelés maintes

fois à des interventions. Dans combien de cas sommes-nous disponibles et prêt à de telles interventions? Si d'un point de vue plus centré sur nous-mêmes nous passons à la responsabilité sociale qui est la nôtre et celle de tout enseignant, peut-être pouvons-nous nous demander si nous sommes suffisamment préoccupés de cette responsabilité. Entre le choix partisan et le silence, il y a place, me semble-t-il, pour l'étude, la réflexion, le jugement. N'est-ce pas là notre profession et le rôle que devrait assumer une Société qui regroupe que ceux qui appartiennent à cette profession?

Je parlais, il y a un instant, de la défense du caractère professionnel de notre discipline. Je crois que cette défense doit rejoindre l'intégrité de cette Société, son caractère moral, l'intégrité de ces diverses unités composantes et de ses membres. De ce point de vue, n'y aurait-il pas lieu de voir à la mise sur pied d'un Comité permanent - une sorte de Comité d'éthique - auquel pourraient s'adresser les membres de notre profession lorsqu'ils jugent qu'une injustice a été commise à leur égard et qu'ils n'ont aucun autre moyen de recours. De telles situations existent, par exemple, lorsqu'il s'agit du recrutement de professeurs ou du renvoi ou du non-renouvellement d'un contrat pour des raisons qui ne tiennent nullement à la compétence, ainsi pour des raisons idéologiques.

J'arrête là ces quelques considérations, mais je voudrais, en terminant, insister à nouveau sur le défi que nous avons à rencontrer et à assumer: s'il ne fait aucun doute qu'une telle Société a sa raison d'être et un rôle à jouer, elle ne peut le jouer sans une solide prise de conscience de ceux qui en sont membres et sans leur appui.

Robert Boily,  
Président,  
Société Canadienne de  
Science politique.

Stages parlementaires 1975 - 1976

Assemblée Nationale du Québec

Le programme des stages parlementaires à l'Assemblée Nationale du Québec a débuté, grâce à une subvention de la Fondation Donner, en septembre 1974 sous la direction de Mme Louise Quesnel-Ouellet du Département de Science politique de l'Université Laval.

Cette année, le programme se poursuit sous la direction de M. Réjean Pelletier du Département de Science politique de l'Université Laval. Depuis septembre, huit (8) nouveaux stagiaires s'initient aux rouages de la vie administrative et parlementaire du Québec et s'apprentent à travailler avec autant de députés soit ministériels, soit de l'opposition.

Ces huit stagiaires ont été recrutés dans les universités Laval (Québec), de Montréal, du Québec à Chicoutimi et de l'Alberta (Edmonton).

Voici la liste de ces stagiaires et un bref aperçu de leur formation universitaire:

- 1) BELANGER, Céline  
Etudes en Science politique et en Histoire à l'Université de l'Alberta (Edmonton).
- 2) DUVAL, Diane  
Etudes en Science politique à l'Université Laval de Québec.
- 3) LEBLANC, Barry  
Etudes en Science politique à l'Université de Montréal.
- 4) MENARD, Louis-René  
Etudes en Histoire et en Science politique à l'Université du Québec à Chicoutimi.
- 5) PAQUETTE, Luc  
Etudes en Science politique à l'Université de Montréal.
- 6) POIRIER, André  
Etudes en Science politique à l'Université de Montréal.
- 7) ROY, Pierre  
Etudes en Science politique à l'Université Laval (Québec).
- 8) TREMBLAY, Laval  
Etudes en Science politique à l'Université Laval (Québec).

The Social Science Research Council of Canada (SSRCC) was established in Ottawa in 1940 with the objective of promoting the interests of social sciences in Canada. The SSRCC is not a government body as is often assumed. It is financed by its member associations, universities and particularly the Canada Council. Briefly, the SSRCC, as a sort of 'federation' of Social Science associations, is an instrument for the development and harmonization of the common interests of social scientists vis à vis governments, universities, government agencies, research institutes and funding institutions. In the last few years it has succeeded in filling a major void by creating a significant presence and voice for social scientists in Ottawa.

A Consultative Assembly, composed of university representatives from social science departments, advises the Council. The Council itself includes the officers, representatives of learned societies plus elected members at large. The current officers are John Meisel, President, (Queen's), André Donneur, First Vice-President, (UQAM), Janet Debicka, Second Vice-President, (Manitoba), Syd Wise, Past-President, (Carleton), Jan Loubser, Director, John Banks, Executive Secretary. The Director and the Executive Secretary carry out the business of the Council and direct its professional and administrative staff. Hugh Thorburn and Jean Laponce were instrumental in the reorganization of the Council. Douglas Verney, a political scientist on leave from York, was appointed the SSRCC's first Executive Director in August 1972. Jan Loubser, a sociologist, succeeded Professor Verney in August 1974. The CPSA has three representatives on the Council: Alan Cairns, UBC, (CPSA President-Elect), André Donneur, UQAM, and Ron Rowat, Carleton, (CPSA President).

Many of the SSRCC's activities are directly related to the work of its various standing committees which are made up of representatives from the member societies. An example of this is the work of the Council's Statistics Committee in the Statistics Canada/SSRCC Census Research programme and its Publications Committee which is currently working towards the creation of a Canadian Scholars' Press based on a consortium of learned societies. A major activity planned for November 1975 is the National Social Science Conference on the theme "The Social Sciences and Public Policy in Canada", which will bring together social scientists, government officials

and members of the public to discuss the role of the Social Sciences in policy formation. The Council also coordinates applications to Canada Council for travel support to the Learned Societies meetings, and obtains support for simultaneous translations and special "joint" sessions as well as coordinating local arrangements. Perhaps the largest single programme of the SSRCC is its aid in support of research publication.

The CPSA works closely with the SSRCC in many areas. Our participation in the science policy debate over the past two years has been channelled through the Council which organized the input from numerous associations into a formal presentation to the federal government. The Association has cooperated with the SSRCC in the establishment of the "International Representation Programme" which will provide funds (\$75,000 via Canada Council and administered by Canadian High Commission for UNESCO) to ensure representation of Canadian disciplines in the organization of international associations. The SSRCC plans a computerized "Directory Service of Social Scientists in Canada". Bill Hull (Brock), editor of the CPSA's 1970 Directory of Political Scientists in Canada, is chairman of the SSRCC Directory Committee. The CPSA's proposal for an exchange programme of professors between French and English language universities is currently in the hands of the SSRCC for action.

To summarize, many of the CPSA's projects and activities are linked with those of the SSRCC. It remains the only organization available to social scientists to work towards achieving their common goals. It alone is developing the resources and potential to adequately represent the interests of the social sciences to government, university administrators and on the international scene. For these reasons, the Association's position in the past few years vis à vis the SSRCC has been one of whole-hearted support and cooperation.

\* \* \* \*

LES POLITICOLOGUES

ET LE

CONSEIL CANADIEN DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Des relations diverses ont toujours existé entre les Sociétés savantes et le C.C.R.S.S. Chaque société reconnue a droit à trois sièges au sein du Conseil et à un siège au sein de son exécutif. Le C.C.R.S.S. fait constamment appel aux représentants désignés par les Sociétés savantes pour assurer la composition de ses nombreux comités et groupes de travail. Ces collaborations atteignent un sommet lors de la tenue de colloques spéciaux et à l'occasion des réunions annuelles où le C.C.R.S.S. joue un rôle d'organisation et de coordination. Le Conseil joue un rôle de toute première importance dans l'élaboration de stratégies communes visant au développement de la recherche. Il est en outre l'interlocuteur commun et autorisé auprès des organismes nationaux et internationaux, toujours dans l'intérêt des groupes professionnels et des disciplines scientifiques.

John Meisel, André Donneur et les dangers du mandarínat

Lors de sa réunion annuelle, le C.C.R.S.S. a élu un nouveau bureau exécutif. John MEISEL, professeur de science politique à l'Université Queen's, a été élu Président. Il succède à Syd WISE du Département d'histoire de l'Université Carleton qui demeure au sein du bureau comme Président sortant. André DONNEUR, élu premier Vice-président, est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

Mais le bureau du C.C.R.S.S. ne peut tout faire tout seul - - d'ailleurs cela n'est pas désirable. Voici ce qu'en pense John Meisel:

<< A successful S.S.R.C.C. an essential condition for the healthy survival and growth of the social sciences in Canada -- requires widespread participation and strong leadership at both the "political" and "bureaucratic" levels of the Council. Yet, the more extensive our efforts and the stronger the leadership, the greater the danger that decisions taken are without adequate participation and involvement of the rank and file.

It becomes more important than ever that individual social scientists participate vigorously and frequently, not only in the substantive activities of their interdisciplinary professional association, but also in the Council's organizational and administrative efforts. Without such participation there is a real danger that the new large-scale and critically important activities of the Council will evolve according to the views of a small, non-representative minority and not to those of the whole community of social scientists. The numerous committees and task forces of the Council are forever in search of able, active and interested members willing to do their bit. >>

-10-

A N I M P O R T A N T N E W C O M M I T T E E

CPSA Graduate Studies Committee

The committee was formed in June 1975 in response to the growing concern of the Association's Board of Directors that the CPSA should involve itself more directly in the activities and discussions presently going on in the area of graduate programmes e.g. the Canada Council's Healy Commission on graduate studies in the humanities and social sciences, the Symons Commission on Canadian Studies. In addition, the question of graduate studies is intertwined with the ongoing debate of science policy and the universities' role. The Board's concern was reinforced by the discussion of graduate programmes at the 1975 Conference of Department Chairmen in Waterloo.

The committee's terms of reference appear below and the minutes of its first meeting have been reproduced on the following pages. Following this are the "Concluding Remarks" of Hugh Thorburn's report done on behalf of the CPSA for the Healy Commission: Political Science in Canada: Graduate Studies and Research.

TERMS OF REFERENCE

1. The committee is requested to study both the Thorburn report on graduate programmes and the Healy Commission's report with the objective of making recommendations, to the CPSA Board, concerning the possible implementation of the studies' proposals.
2. Subsequently or in connection with the two above reports, the committee is asked to study the following problems which were delineated at the 1975 Department Chairmen's Conference:
  - i) whether or not some common, minimum requirements for all graduate programmes should be established and what should be the relative proportion of "humanities" and "scientific" inspired subjects within these programmes;
  - ii) how to sponsor diversification and specialization within political science graduate programmes in Canada and what approach to take regarding the creation of research centres;
  - iii) how to exchange information and provide for the co-ordination between departments of the development of graduate programmes and specially the creation of research and teaching centres of specialization in universities;
  - iv) the relationship of graduate programmes to the market place.
3. The general, continuing mandate of the committee is to maintain and facilitate contacts and communications between departments of political science concerning particularly, but not exclusively, areas of specialization, the nature of the graduate programmes, relationship of teaching and research, relations between departments in the same region, the orientation of the programmes to alternate career outlets and domains of development of individual departments and the discipline as a whole.
4. The committee has the power to co-opt new members and to request information from departments of political science and the CPSA, and with the approval of the Board of Directors to undertake special studies.



Minutes of the First Meeting, CPSA Graduate Studies Committee, 4 October 1975

**Present:** Janice Stein (McGill), Peter Meekison (Alberta), Paul Pross (Carleton/Dalhousie), Hugh Thorburn (Queen's), John Siegler (Carleton), Jacques Lévesque (UQAM), and David Smith (Saskatchewan).

**Absent:** Peter Aucoin (Dalhousie)

The Committee discussed two broad subjects: political science graduate programmes and political science research.

1. Graduate programmes: The graduate programme fails to prepare Ph.D. students to teach, to do research or to administer. The programmes have traditionally been planned to educate university teachers. If they did this successfully at one time, they no longer do today. Political science graduates are too poorly trained in empirical methods or research design to teach others or do their own work adequately. Even where empirical training is given, it is confined to specific problems. There is no overlap, no extension. The specialization evident in political science training limits our graduates' effectiveness as teachers and as scholars. Graduate training has become compartmentalized, rigid and, often, arid.

These problems with graduate training underly some developments in political science that political scientists object to:

(a) Institutes, centres, schools of public administration, international studies etc. grow in response to a desire to integrate knowledge which the traditional programmes are unable or unwilling to satisfy. They also grow in response to the demand for practical training and, where they exist, they appear to prosper at the expense of traditional departments. In the particular example of public administration, at the universities where Institutes have been created public policy and its teachers are disappearing from the traditional department.

(b) The research component of the traditional programme is so weak (because of lack of training) that academic political scientists are at a disadvantage when competing with other social scientists for research funds. Even when academic political scientists seek research assistance themselves, they frequently go outside the discipline for help.

RECOMMENDATION: One first step to meet these criticisms of the traditional programme would be for the CPSA to initiate on an experimental basis a summer workshop or short-course in some area of graduate training. This would promote a sharing of expertise in areas where many graduate students have inadequate opportunities to receive training. This type of experimental session, (possibly research design or empirical method or public policy,) would demonstrate whether inter-university and even inter-departmental co-operation would provide the breadth and flexibility that the traditional programme lacks.

For some departments of political science (particularly in central Canada) one manifestation of the manpower problem is that there are not enough graduate students to fill established places. Because of the financial need to enrol graduate students, there is a potential danger that new degrees, institutes and other "attractions" may proliferate to the detriment of graduate standards.

RECOMMENDATION: The Committee of Department Chairmen should appoint from their number a sub-committee of Ph.D. chairmen or programme directors to set criteria for Ph.D. training: among possible minimum criteria this body should consider the following: a course in empirical methods; one in Canadian politics and a French language requirement. The body should also consider the possibility of establishing minimum criteria for acceptable dissertations.

2. The Graduate Studies Committee spent part of its meeting considering the problem of contract research. All members expressed alarm at the current practice of federal government departments in securing political scientists. Academic political scientists generally have been ignored in the awarding of research contracts. While it is not known precisely which political scientists are parties to these contracts, it is evident that very few are in universities. This practice is detrimental to the profession and to government. Research money is not plentiful and it is currently wasted. Political scientists and their graduate students do not benefit from the training that would come from participating in a well-designed research project. Governments are not receiving the benefit of the academic political scientist's knowledge, particularly the perspective of the professional.

RECOMMENDATION: The CPSA, through the SSRCC, should press upon federal government representatives the necessity of establishing a procedure of tender for social science research contracts. The implementation of a competitive bidding system would allow for publicity and, from the government's point of view, some regulation on the calibre of research being purchased.

3. At the conclusion of the meeting, members of the Committee agreed that the Committee should co-opt a person from the University of Toronto, Department of Political Economy. That department's size and prominence in graduate studies in political science required that it have a voice in the Committee's future deliberations.

4. The final RECOMMENDATION was that Part IX, the "Concluding Remarks" of the Thorburn Report, and these minutes be published in the next CPSA Bulletin. The Graduate Studies Committee would like to see the Report placed on the agenda of the next Departmental Chairmen's meeting. The Committee recommended that Professor Thorburn and this Committee's chairman (Professor Smith) attend the Departmental Chairmen's meeting and report back to the next meeting of the Graduate Studies Committee to be held before the spring board of Directors' meeting.

GRADUATE STUDIES IN FRANCOPHONE DEPARTMENTS

The Société canadienne de science politique sponsored a colloquium on graduate studies in political science, at its general meeting held last month in Montreal. The starting point of the discussion was a 36-page report presented by Vincent Lemieux (Laval) and covering the following aspects: historical evolution of graduate enrollment and staff; Master's programmes; areas of specialization; freedom of choice for students; multi-disciplinary streams; research; Ph.D. programmes; library support; computer support; financial support. The following departments were surveyed by the author: Laval, Montréal, Ottawa, and UQAM. Members of the C.P.S.A. wishing to receive a copy of this report should write to François Bouvier, secrétaire-trésorier, Société canadienne de science politique, a/s Université du Québec à Montréal. The recommendations of the report are reprinted on pages D/17 and D/18 of this issue of the Bulletin.

\*

\*

\*

COMMITTEE OF DEPARTMENT CHAIRMEN

The annual departmental chairmen's conference, sponsored by the CPSA, will be held on February 6 and 7, at the University of Victoria.

Among the items on the agenda are the following recommendations made by the CPSA Graduate Studies Committee: the appointment of a sub-committee of Ph.D. chairmen or programme directors to set criteria for Ph.D. training; a discussion of the Thorburn Report on Graduate studies and research.

RAPPORT DE LA  
SESSION D'ETUDES SUR L'INTEGRATION EUROPEENNE

Le Centre d'Etudes et de Documentation Européennes (C.E.D.E.) a tenu du 26 mai au 20 juin 1975 à Montréal la première d'une série de trois sessions annuelles d'études sur l'intégration européenne. Cette Session s'est déroulée à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal où loge provisoirement le C.E.D.E. de l'Université de Montréal.

Cette Session intensive d'études à caractère multi-disciplinaire et interuniversitaire visait essentiellement à stimuler et à rehausser le niveau général de la recherche faite au Canada sur les multiples aspects de l'intégration européenne. Elle s'adressait expressément à un nombre restreint d'étudiants et d'assistants de recherche (au total une quinzaine) qui étaient déjà engagés ou sur le point de l'être dans un travail de recherche sur l'intégration européenne - de préférence par le biais d'une thèse de maîtrise ou de doctorat -, ou qui avaient au cours de leur formation universitaire manifesté un intérêt soutenu à l'endroit du phénomène de l'intégration européenne, et qui, par surcroît, désiraient accroître leurs connaissances et leur capacité de chercheur, notamment sur le plan méthodologique.

La Session d'études proprement dite a été complétée par un Colloque de fin de semaine qui a été tenu en résidence à l'extérieur de Montréal les 14 et 15 juin 1975 et qui a porté sur le thème: "Les relations extérieures de la Communauté européenne: le cas particulier du Canada". Des représentants de la Commission des Communautés Européennes, du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec ont participé à ce Colloque en compagnie des stagiaires de la Session.

COLLABORATEURS

Le C.E.D.E a bénéficié au cours de cette première Session de la collaboration d'un personnel international hautement qualifié. Des hauts fonctionnaires de la Commission des Communautés Européennes à Bruxelles et de la Délégation des Communautés Européennes à Washington ainsi que de nombreux spécialistes universitaires européens, américains et canadiens des questions relatives à l'intégration européenne ont apporté à tour de rôle leur contribution à cette Session. Des représentants au Canada de divers Etats-membres de la Communauté européenne ont également participé à la Session.

PROGRAMME DE LA SESSION

Structure générale

Le programme de la Session comprenait deux avenues principales et complémentaires:

1) un Séminaire général qui se tenait chaque matin et qui comportait des enseignements ou des exposés de synthèse pouvant être regroupés à l'intérieur des blocs ou mini-blocs suivants:

- a) Introduction (historique, institutions communautaires et attitudes des Etats-membres);
- b) Aspects juridiques de l'intégration européenne;
- c) Modèles théoriques et méthodes d'analyse de l'intégration;
- d) Principales politiques et problèmes majeurs de la Communauté européenne.

2) deux Séminaires de recherche, qui ont tenu sept (7) ou huit (8) séances chacun, l'un sur les relations économiques internes (internal economic relations) qui a été dirigé par le professeur Malcolm McLennan de l'Université de Glasgow, et l'autre sur l'élaboration des politiques (policy-making) qui a été dirigé par le professeur Jean-Claude Gautron de l'Université de Bordeaux.

#### TRAVAUX DES STAGIAIRES

Dans le cadre de l'un ou l'autre des séminaires de recherche, la Session de 1975 a donné lieu à la préparation par chaque stagiaire, soit d'une esquisse ou d'un projet de recherche (research design), soit d'un texte faisant le tour d'une question ou dégagant une ligne directrice d'un travail de recherche à poursuivre sur l'intégration européenne dans le cadre de travaux ultérieurs.

La liste des travaux réalisés durant la Session et de leurs auteurs est la suivante:

La décision française du 1er juillet 1965 de ne pas participer aux travaux des institutions de la Communauté Economique Européenne.	P. Andrzejewski Sc. Po. - U. de M.
Les attitudes nationales des Etats-membres devant Lomé.	P. - P. Bourdages Droit - U. de M.
La libre circulation des capitaux dans la Communauté Economique Européenne.	J. -M. Boutin Droit - Sherbrooke
Etapas économiques et monétaires de l'intégration européenne.	A. Djalali Sc. Eco. - U. de M.
Towards a European Community Oil Policy: An Analysis of its Prospects for Success.	J.M. Fleming Sc. Po. - Queen's
Etude de la politique régionale communautaire vue à travers l'expérience française.	M. -A. Gadbois Sc. Po. - UQAM
Le rôle de la Cour de Justice dans la détermination d'un cadre juridique des relations extérieures.	L. Godin Droit - U. de M.

- Les données de base d'une politique méditerranéenne de la Communauté Economique Européenne. J. Karam  
Sc. Po. - U. de M.
- Decision making: The Case of the Netherlands and the European Community Agricultural Policy. D. Kent  
Sc. Po. - McGill
- La Communauté Economique Européenne et les pays en voie de développement. A. Laabi  
Sc. Po. - U. de M.
- Le rôle du Parlement Européen dans le processus d'élaboration des politiques communautaires: une étude de cas. J. -R. Laroche  
Rel. Intern. - Carleton
- L'industrie canadienne face au Marché Commun: stratégie de pénétration. M. Librowicz  
Sc. Po. - UQAM
- The Development of Principles of Coordination of National Regional Aids: A comparison of the Communications of the Commission to the Council of October 1971 and February 1975. L. March  
Sc. Po. - Ottawa
- Les fondements socio-politiques des positions des Etats-membres de la Communauté dans le projet d'Union monétaire. J. -P. Pirlot  
Sc. Po. - UQAM
- Formation des prix du blé dans la Communauté Européenne. G. Rochas  
Administration - HEC  
Montréal
- The Making of an External Policy: A Case Study of the European Community's Relations with the Developing Independent Commonwealth Countries of the Caribbean. L. Sladojevic-Sola  
Sc. Po. - Ottawa

#### AUTRES ASPECTS

Le programme du colloque des 14 et 15 juin a permis de poser entre spécialistes le problème général des relations extérieures de la Communauté européenne et d'examiner les problèmes particuliers qu'entraîne l'initiative récente du gouvernement canadien d'établir un "lien contractuel" entre le Canada et la C.E.E.

Le budget de la Session proprement dite et du colloque de fin de semaine a correspondu très précisément à la première tranche d'un octroi triennal de \$105,000.-accordé au C.E.D.E. par la Fondation canadienne DONNER aux fins de la tenue à Montréal au cours des années 1975, 1976 et 1977 d'une session d'études sur l'intégration européenne.

La Session proprement dite a eu un impact extrêmement positif sur le Service de documentation du C.E.D.E. Elle a permis d'une part de mettre concrètement à l'épreuve l'organisation documentaire de ce Service en lui offrant l'occasion d'encadrer et de soutenir les stagiaires dans leurs travaux de séminaire de recherche et en permettant à son personnel de mieux se rendre compte de l'utilisation approfondie que le C.E.D.E. peut faire de ses ressources documentaires.

La Session proprement dite et le colloque de fin de semaine ont aussi eu l'effet important d'encourager plusieurs stagiaires à poursuivre des thèses de maîtrise ou de doctorat sur divers aspects des Communautés européennes.

Le C.E.D.E. envisage la publication à l'automne de 1975 et au cours de l'année 1976 d'un recueil des travaux des stagiaires, des actes du colloque des 14 et 15 juin, et au moins d'une partie des exposés entendus au cours de la Session proprement dite.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec le professeur Gilles Lalonde, directeur du C.E.D.E., Université de Montréal, 5255 avenue Decelles, Montréal.

\*

\*

\*

#### SOLITUDES

The S.S.R.C.C. is currently consulting with learned societies on the desirability and feasibility of developing an anglo-francophone exchange programme for social scientists that will enable them to experience first hand the culture and social life of the other official language groups in Canada. Such experience is assumed to be essential for proper understanding of the other culture and the programme also constitutes an attempt to bring together the "two solitudes" in Canadian social science.

Le C.C.R.S.S. est présentement en consultation avec les sociétés savantes au sujet de la possibilité de développer un programme d'échanges anglophones-francophones pour chercheurs en sciences sociales qui permettrait à chacun de connaître plus intimement la culture et la vie sociale de l'autre groupe linguistique au Canada. Ce genre d'expérience est essentiel à la compréhension de l'autre culture et elle se veut un essai de rapprochement des "deux solitudes" en sciences sociales au Canada.

\* \* \* \* \*  
\* REUNIONS PROCHAINES UPCOMING MEETINGS \*  
\* \* \* \* \*

NOVEMBER 20 - 22 NOVEMBRE / OTTAWA

THE NATIONAL SOCIAL SCIENCE CONFERENCE / LA CONFERENCE NATIONALE  
DES SCIENCES SOCIALES

Under the general theme "The Social Sciences and Public Policy in Canada", the participants in the conference will attempt to clarify different perspectives and approaches involved in the development of knowledge and policy.

There will be a series of sixteen parallel sessions on different subjects. The following topics were chosen:

- 1) Unemployment and Inflation, 2) Immigration and Population Policy
- 3) Resource Development and Conservation, 4) Native Peoples, 5) Regional Disparity and Development, 6) Indicators of the Quality of Life,
- 7) Economic Equity and Social Security, 8) The Status of Women,
- 9) Urbanization and Population Redistribution, 10) Bilingual and Multi-cultural Policy, 11) Industrial Relations Problems, 12) Crime and Delinquency: Prevention, Diversion and Corrections, 13) Human Rights and Justice, 14) Health and Medical Care Delivery Systems, 15) Economic and Cultural Independence, 16) Canada and the Third World.

Sous le thème "Les Sciences Sociales et la Politique au Canada", les participants à la Conférence seront invités à clarifier les différentes approches et perspectives impliquées dans le développement de connaissances et de politiques.

Il y aura une série de seize séances parallèles, chacune sur une question différente. Les sujets suivants ont été choisis: 1) Chômage et inflation; 2) Immigration et politique de population; 3) Développement des ressources et conservation; 4) Les peuples autochtones; 5) Disparité régionale et égalité des opportunités; 6) Indices du niveau de la vie; 7) Équité économique et sécurité sociale; 8) Le statut de la femme; 9) Urbanisation et relocalisation des habitants; 10) Politiques vis à vis le bilinguisme et le multiculturalisme; 11) Les problèmes des relations industrielles; 12) Crime et délinquance: Mesures préventives, correctionnelles, et de réhabilitation; 13) Les droits de l'homme et la justice; 14) Le système de distribution des soins de santé; 15) Indépendance économique et culturelle; 16) Le Canada et le Tiers Monde.

Le Bulletin publiera un compte-rendu de cette conférence dans sa livraison de janvier.

The Bulletin will report on this conference in its January issue.



FEBRUARY 6 - 7 FEVRIER 1976 / LONDON

FUTURE STUDIES IN CANADA / RECHERCHES AU CANADA SUR L'AVENIR

Founding conference of the Canadian Association for Future Studies, Althouse College, The University of Western Ontario, London.

An interdisciplinary conference providing a critical forum to report and discuss alternative Canadian futures, policy research and development projects of significance to Canada. Panels, seminars and scholarly papers from representatives of Canadian governments, business, educational institutions and other research organizations. The program is designed for research professionals, educators and potential users of futures studies and related areas of investigation.

Congrès de création de l'Association canadienne de recherches sur l'avenir, Althouse College, The University of Western Ontario, London.

Un congrès interdisciplinaire destiné à pourvoir une assemblée critique pour la présentation des exposés et discussions sur l'avenir au Canada, des recherches politiques et des projets de développements importants pour le Canada. Groupes de discussion, séminaires, et communications érudites présentées par des représentants des gouvernements, du monde des affaires, des institutions d'enseignement et d'autres associations de recherches. L'ordre du jour est destiné aux professionnels de recherches, aux éducateurs, et à ceux pour qui les recherches sur l'avenir et les domaines reliés pourraient être utiles.

Registration and information:

Renseignements et inscriptions:

Prof. Hugh A. Stevenson,  
Faculty of Education, Althouse College,  
The University of Western Ontario,  
LONDON, Ontario, Canada,  
N6G 1G7 1-519-679-3480

Hotels:

Holiday Inn, City Centre,  
299 King Street,  
LONDON, Ontario

National Traveller Hotels,  
639 York Street,  
LONDON, Ontario

MARCH 4 - 5 MARS 1976 / SASKATOON

CONFERENCE ON PERSONALITY AND POLITICAL LEADERSHIP

This will be a working Conference designed to bring together recognized scholars in both the theoretical and practical areas of leadership studies. The Conference, thus, will include those with a major interest in theoretical explanations of political leadership who wish to gain familiarity with, and benefit from, the more particularistic work of historical biographers, and vice versa.

Thursday, March 4

Morning: R.S. Robins, Department of Political Science, Tulane University,  
"Paranoia and Political Leadership"

Afternoon: Walter Young, Department of Political Science, University of  
Victoria "M.J. Coldwell's Political Leadership"

Robert C. Tucker, Princeton University, Department of Political  
Science "A Re-examination of the Georges' Woodrow Wilson"

Evening: Reception and Dinner  
Guest Speaker, Douglas Fisher, Parliamentary Press Gallery,  
Ottawa, "The Political Reporters and the Federal Politicians,  
1956-1976.

Friday, March 5

Morning: R. Craig Brown, Department of History, University of Toronto,  
"Sir Robert Borden's Personality and Political Leadership"

Afternoon: Gerald Izenberg, Brandeis University, Department of History,  
"Personalities and Political Views of European Romantics"

Norman Ward, Department of Economics and Political Science,  
University of Saskatchewan, Saskatoon,  
"Jimmy Gardiner and Political Leadership"

A more detailed programme and registration forms will soon be available. Those wishing further information are asked to contact John C. Courtney or J.M. Porter at the Department of Economics and Political Science, University of Saskatchewan, Saskatoon, Sask., S7N 0W0. In case of prolonged mail strike phone (306) 343-3854 or (306) 343-3241 or (306) 343-3858, or Telex 074-2659.

MARCH - MARS 1976

STATISTICS SYMPOSIUM / SYMPOSIUM SUR LA STATISTIQUE

Together with Statistics Canada, the S.S.R.C.C. will sponsor a Statistics Symposium in March 1976. The Symposium will focus on several shared interests and common concerns of the national statistical agency and the social science community, such as the development of social data bases, access to services and resources, standardization of data, confidentiality, and development of analytical expertise.

Le C.C.R.S.S. et Statistique Canada organisent conjointement un Symposium sur la statistique en mars 1976. Le Symposium sera orienté vers les intérêts et les soucis communs de l'agence nationale et de la communauté des sciences sociales comme le développement de bases de données sociales, l'accès aux services et aux ressources, la standardisation des données et la formation de spécialistes.

Adresse du C.C.R.S.S. / S.S.R.C.C. address: 151 Slater, Ottawa, Ont. K1P 5H3

\*

\*

\*

APRIL 8 - 13 AVRIL 1976 / LOUVAIN (BELGIQUE)

CPSA / ECPR TWINNED WORKSHOPS /

The CPSA is arranging a series of twinned workshops with the European Consortium for Political Research. Four themes have been suggested:

- 1) Conflicts and Policy Options in Multinational Societies.
- 2) The Governmental Control of Multinational Corporations.
- 3) Territoriality vs. Functionality in Resource Policy.
- 4) Problems of Authority in Advanced Industrial Societies.

The first twinned workshop on "Conflicts and Policy Options in Multinational Societies" is scheduled for April 8-13, 1976, in Louvain. The objective is to prepare and compare current research in this area. A Canadian contingent consisting of approximately 10 individuals is planned. A European workshop on the 2nd topic "The Governmental Control of Multinational Corporations" is also scheduled in Louvain at the same time and the Association has been invited to recruit two Canadian participants for this workshop.

Persons interested in presenting papers related to the first theme should contact Ken McRAE, the CPSA's workshop director for this topic. His address is: Department of Political Science, Carleton University, Ottawa, Ontario, K1S 5B6. Anyone interested in participating in the European workshop on the second topic should contact John TRENT, Department of Political Science, University of Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5. Individuals interested in being either participants in, or convenors of, the workshops for the last two topics should also contact John TRENT.

AUGUST 16 - 21 AOUT 1976 / EDINBURGH (SCOTLAND)

CONGRES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SCIENCE POLITIQUE /

INTERNATIONAL POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION CONGRESS

Aperçu du programme du congrès (English on page 32)

Environ 350 communications seront présentées au Congrès d'Edimbourg; ces communications se répartissent en proportions à peu près égales entre trois catégories: thème principal (I), comités de recherche (II) et thèmes particuliers, (III).

I. Les sessions du thème principal ont été organisées par le comité des programmes de l'AISP (J.A. Laponce, président, Anthony Birch, Klaus Von Beyme, Karl Deutsch, Candido Mendès, Marcel Merle, Najdan Pasic, Giovanni Sartori et Stein Rokkan) sur le thème: Temps, espace et politique. Ce thème est une invitation aux politistes à penser le politique en termes de géographie et d'histoire; c'est aussi une invitation aux géographes et aux historiens à participer aux travaux du congrès.

II. Les sessions des comités de recherche ont été organisées par la direction de chacun des dix Comités de recherche permanents de l'Association internationale.

III. Les thèmes particuliers ont été inscrits au programme à la requête de membres de l'Association.

Seance d'ouverture

La séance d'ouverture (communications de S. Finer, J.A. Laponce et W.J. Mackenzie) se tiendra à 5 heures de l'après-midi, le lundi 16 août 1976 à l'université d'Edimbourg. Elle sera suivie d'un dîner-buffet offert aux congressistes par la ville d'Edimbourg.

Titres des sessions inscrites au programme (suivis du nom de l'organisateur et du jour des séances: a = matin; b = après-midi. Exemple: 17a = le 17 août, séance du matin).

I. Theme principal

1. L'histoire comme champ d'expérience  
et d'expérimentation ..... A. Grosser (17a, 18a)
2. La simulation du passé ..... H. Alker (17a, b)
3. Histoire comparée et politique comparée ... S. Rokkan (17a, 18a)
4. Les théories de l'évolution et du  
développement politique ..... N. Pasic (17a, 18a)
5. Les plans, la futurologie et la  
politique ..... N. Choucri (18a, b)

6. Mémoire et auto-conscience des systèmes politiques ..... C. Mendes (17a, 18a)
7. L'idéologie comme moyen de contrôle du temps et de l'espace ..... J. Wiatr (17a, 18a)
8. Les clivages temporels et les clivages spatiaux des systèmes politiques S. Eisenstadt (17b, 18b)
9. L'établissement, la protection et l'expansion des frontières spatiales ..... S. Finer (17a)
10. La politique, l'économie et la culture comme moyens de contrôle du temps .... I. Heiskanen (17b)
11. Les dimensions spatiales de l'administration ..... K. Ratnam et S. Milne (17b, 18b)
12. Temps et espace "privé", temps et espace "social": la politique du secret et du privé ..... M. Cranston (18b)
13. Le temps, l'espace et le droit ..... V. Toumanov (17a, 18a)
14. La politique, le droit et les conflits territoriaux en Afrique orientale ..... Negussay Ayele (17b)
15. La clôture de l'espace; ses effets sur le système international ..... M. Merle (17a, b)
16. Equilibre politique et équilibre géographique: le cas des sources d'énergie ..... J. Meisel et A. Taylor (18a, b)
17. Modèles spatiaux et analyse politique.. P. Converse (17a, b)
18. Développements récents en théorie politique: aspects temporels et aspects spatiaux ..... K. Deutsch (19a, b)
19. Sondages et enquêtes; leurs pouvoirs de prédiction et leurs effets sur les changements politiques ..... R. Wildenmann (17b)
20. La diversité de l'espace accessible et l'éthique de sa distribution ..... J. Gottmann (19a)
21. Le monde politique futur: fonctionnalisme ou néo-territorialisme? ..... D. Frei (20a)

II. Comités de recherche

- |  |  |
|--|--|
| 1. L'analyse des concepts et de la terminologie des Sciences Politiques .... | C. Sartori et F. Riggs (17b, 18b, 19b)     |
| 2. Les élites politiques .....   | M. Dogan et D. Marvick (17b, 18b, 19b)     |
| 3. L'unification européenne .....  | C. Friedrich et G. Ionescu (17b, 18b, 19b) |
| 4. Les études politiques de l'Amérique latine .....                          | C. Mendès (17b, 18b)                       |
| 5. Les études comparées du gouvernement et de la politique locale ..         | J. Wiatr (18b, 19b, 20b)                   |
| 6. Sociologie politique .....  | R. Rose (18b, 19b, 20b)                    |
| 7. Techniques mathématiques et quantitatives d'analyse politique .....       | H. Alker (18b, 20b)                        |
| 8. L'évolution du pouvoir législatif .....                                   | C. Astiz (18a, 19a, 20a)                   |
| 9. Etudes de jurisprudence comparée .....                                    | D. Kommers (18a, 19a, 20a)                 |
| 10. Etudes sur la paix et les conflits .....                                 | D. Singer (18a, 19a, 20a)                  |

III. Thèmes particuliers

- |   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| 1. Hommage à Adam Smith .....                         | B. Barry (19a, b)                    |
| 2. Politique comparée: le facteur qualitatif .....    | R. Macridis (19a, b)                 |
| 3. Biologie et politique .....                        | A. Somit (19a, b)                    |
| 4. L'expérimentation en science politique .....       | K. Mushakoji (19a, b)                |
| 5. La science et la politique .....                   | A. Philippart (19a, b)               |
| 6. Elections et campagnes électorales .....           | G. Schmidtchen, J. Spence (18a, 19a) |
| 7. L'enseignement des sciences politiques ..          | M. Seara Vasquez (19a)               |
| 8. La dynamique de la décision dans les églises ..... | L. Moulin (19a)                      |
| 9. Théories des alliances internationales ..          | B. Boutros-Ghali (20a)               |

10. Décolonisation et recolonisation ..... A. Mazrui (20a, b)
11. Le concept de démocratisation ..... G. Romoser (20a)
12. Problèmes socio-politiques du pluralisme ..... S. Ehrlich (20a, b)
13. La politique de l'environnement: études comparatives ..... H. Steck (20b)
14. Le cycle d'évolution des nations; le cas des Etats-Unis depuis l'Indépendance ..... A. Ranney (17a)
15. La corruption politique ..... M. Pinto-Duschinsky (20a,b)
16. Tendances nouvelles dans l'étude comparative de la décision politique aux Etats-Unis et en Europe ..... Q. Heidenheimer (20a)
17. Les unités politiques ingouvernables: la recherche de critères ..... D. Apter (20a)
18. La politique de l'intégration régionale économique dans les pays en voie de développement ..... H. Jacobson et D. Sidjanski (20b)
19. Les villes comme agents transnationaux .... R. Mayur et N. Palmer (19b)
20. Philosophie politique et science politique ..... O. Trasnea (20a)
21. Education politique post-scolaire ..... A. Bodnar et J. Halasz (20b)
22. Mécontentement, protestation et changement dans les sociétés industrielles de type avancé ..... P. Southard (20b)
23. Rapports entre indicateurs sociaux objectifs et subjectifs ..... F. Allard et C. Osgood (18b)
24. L'administration et le rôle du 'client'..... J. Doig (18a)
25. L'intégration politique dans les sociétés industrielles de pointe ..... M. Seliger (20b)
26. Pour une meilleure compréhension de l'économie politique: les théories économiques et politiques peuvent-elles être intégrées? ..... K. Deutsch (20b)

27. Le financement de la politique ..... H. Alexander (19b)
28. Les processus d'urbanisation et les  
conflits politiques en économie de  
marché ..... K. Cox (17a)
29. Culture et inégalité: l'avènement des  
régions sous-développées ..... A. Zolberg (17a)
30. La légitimation des institutions: le rôle  
du soutien public ..... P. Tannenbaum (20a)

#### Vente du texte des communications

Les communications seront en vente à Edimbourg pendant le congrès. On peut aussi se les procurer avant le congrès (soit l'ensemble des communications, soit certaines d'entre elles) en s'adressant à André Philippart, Association internationale de science politique, 43 rue des Champs-Élysées, Bruxelles, Belgique, qui indiquera le coût de l'envoi par avion du nombre de communications désirées. La collection complète des communications sera vendue sous forme ronéotypée après le congrès au prix de \$350; la même collection, sous forme de microfiche, sera vendue, également après le congrès, au prix de \$45.

#### Droits d'inscription

Pour les demandes d'inscriptions reçues avant le 1<sup>er</sup> Août/76: \$35; après le 1<sup>er</sup> Août: \$45. Une réduction de \$5 sera accordée aux membres individuels de l'AISP. Pour les étudiants les droits d'inscription sont établis à \$15.

#### Programme préliminaire

Un programme préliminaire, en liste d'ordinateur, donnant le nom des auteurs et le titre de leur communication peut être obtenu sur demande adressée à Mrs. E. McDonald, Department of Political Science, The University of British Columbia, Vancouver, V6T 1W5 B.C., Canada. Prière de joindre à la demande deux dollars, ou l'équivalent dans d'autres monnaies, soit en espèces, soit en coupons réponses de l'Union postale (éviter les chèques). Le programme préliminaire sera envoyé par avion. Afin d'éviter des délais de reproduction sur ordinateur, il est suggéré que chaque département, faculté ou école n'adresse qu'une seule demande de programme préliminaire par l'intermédiaire de son directeur.

#### Programme définitif

Le programme définitif imprimé sera remis aux congressistes lors de l'inscription à Edimbourg.

#### Inscription et logement

Pour obtenir les fiches d'inscription et les renseignements sur le logement à Edimbourg, s'adresser à Mrs. Sarah Kilbey, Department of Political Science, The University of Edinburgh, Edinburgh, EH8 9JT, Scotland.



Vols nolisés

Si vous êtes intéressé à assister au congrès d'Edimbourg et désirez un vol nolisé, veuillez écrire le plus tôt possible au secrétariat de l'Association canadienne de Science politique (a/s Université d'Ottawa, Ottawa K1N 6N5) en mentionnant la ville d'ou vous aimeriez partir. Cela aidera les organisateurs à planifier les vols nolisés pour Edimbourg.

SUMMARY OF THE CONGRESS PROGRAM

Approximately 350 papers will be presented at the Edinburgh Congress; these papers belong in roughly equal proportions to either of three categories: main theme (I), Research Committees (II), special sessions (III).

I. The sessions of the main theme have been organized by the Program Committee of the International Political Science Association (J.A. Laponce, chairman, Anthony Birch, Klaus Von Beyme, Karl Deutsch, Candido Mendès, Marcel Merle, Najdan Pasic, Giovanni Sartori and Stein Rokkan) on the theme: Time, Space and Politics. This theme is an invitation to political scientists to relate politics to geography and history; it is also an invitation to geographers and historians to participate to the congress.

II. The sessions of the Research Committees have been organized by the Executive of each of the ten permanent Research Committees of the International Association.

III. The special sessions have been organized at the request of members of the Association.

Opening Ceremonies

The opening ceremony (speeches by S. Finer, J.A. Laponce and W.J. Mackenzie) is scheduled for Monday August 16th at 5 p.m. at the University of Edinburgh. It will be followed by a buffet dinner offered to the participants by the City of Edinburgh.

Titles of the Sessions (followed by the names of the convenors and the schedule of the meetings: a = morning; b = afternoon. Example: 17a = August 17 in the morning).

I. Main theme

1. History as a field of experience and experimentation ..... A. Grosser (17a, 18a)
2. Simulating the past ..... H. Alker (17a, b)
3. Comparative history and comparative politics ..... S. Rokkan (17a, 18a)
4. Theories of political development and evolution ..... N. Pasic (17a, 18a)
5. Planning, futurology and politics ..... N. Choucri (18a, b)

6. Memory and consciousness in political systems ..... C. Mendès (17a, 18a)
7. Ideology as a control of time and space ..... J. Wiatr (17a, 18a)
8. Patterns of time and space cleavages in political systems ..... S. Eisenstadt (17b, 18b)
9. Setting, protecting and expanding spatial boundaries ..... S. Finer (17a)
10. Political, economic, and cultural means of controlling time ..... I. Heiskanen (17b)
11. The spatial dimensions of administration ..... K. Ratnam and S. Milne (17b, 18b)
12. Private and social time; private and social space: The policy of privacy and secrecy ..... M. Cranston (18b)
13. Time, space and law ..... V. Toumanov (17a, 18a)
14. Politics, law and territory in the Horn of Africa ..... Negussay Ayele (17b)
15. The closing of space and its impact on the international system ..... M. Merle (17a, b)
16. Geographical and political Equilibrium: The politics of energy resources ..... J. Meisel and A. Taylor (18a,b)
17. Spatial models of political analysis .. P. Converse (17a, b)
18. Recent theoretical developments: Time and space aspects ..... K. Deutsch (19a, b)
19. Predicting and affecting political change: The role of sampling and survey methods ..... R. Wildenmann (17b)
20. Politics and geography: The diversity of accessible space and the ethics of distribution ..... J. Gottmann (19a)
21. The future of world politics: Functionalism or new territoriality? ..... D. Frei (20a)

## II. Research Committees

1. Conceptual and terminological analysis (COCTA) ..... G. Sartori & F. Riggs (17b, 18b, 19b)
2. Political elites ..... M. Dogan and D. Marvick (17b, 18b, 19b)
3. European unification ..... C. Friedrich and G. Ionescu (17b, 18b, 19b)
4. Latin American Political Studies ..... C. Mendès (17b, 18b)
5. Comparative studies on local government and politics ..... J. Wiatr (18b, 19b, 20b)
6. Political Sociology ..... R. Rose (18b, 19b, 20b)
7. Quantitative and mathematical approaches to politics ..... H. Alker (18b, 20b)
8. Legislative development ..... C. Astiz (18a, 19a, 20a)
9. Comparative judicial studies ..... D. Kommers (18a, 19a, 20a)
10. Peace and conflict studies ..... D. Singer (18a, 19a, 20a)

## III. Special meetings

1. Homage to Adam Smith ..... B. Barry (19a, b)
2. Comparative politics: The quantitative dimension ..... R. Macridis (19a, b)
3. Biopolitics ..... A. Somit (19a, b)
4. Experimentation in political science .. K. Mushakoji (19a, b)
5. Science and politics ..... A. Philippart (19a, b)
6. Campaigns and elections ..... G. Schmidtchen, J. Spence (18a, 19a)
7. The teaching of political science ..... M. Seara Vasquez (19a)
8. The dynamics of decision-making in the churches ..... L. Moulin (19a)
9. Theories of international alliances ... B. Boutros-Ghali (20a)
10. Decolonization and recolonization ..... A. Mazrui (20a, b)

11. The concept of democratization ..... G. Romoser (20a)
12. Socio-political problems of pluralism ..... S. Ehrlich (20a, b)
13. Environmental policy: A comparative study ..... H. Steck (20b)
14. The life cycle of nations: The case of the U.S. since Independence ..... A. Ranney (17a)
15. Political corruption ..... M. Pinto-Duschinsky (20a, b)
16. New directions in comparative U.S.-European policy studies ..... A. Heidenheimer (20a)
17. The ungovernability of political units: The search for criteria ..... D. Apter (20a)
18. The politics of regional economic integration among developing countries ..... H. Jacobson and D. Sidjanski (20b)
19. Cities as transnational actors ..... R. Mayur and N. Palmer (19b)
20. Philosophie politique et science politique ..... O. Trasnea (20a)
21. Post high school political education .. A. Bodnar and J. Halasz (20b)
22. Dissatisfaction, protest and change in advanced industrial societies ..... P. Southard (20b)
23. Relations among objective and subjective social indicators ..... F. Allard and C. Osgood (18b)
24. Bureaucracy and the role of the 'client'. J. Doig (18a)
25. Political integration in developed industrial societies ..... M. Seliger (20b)
26. Towards an understanding of political economy: Can political and economic theories be integrated? ..... K. Deutsch (20b)
27. Political finance ..... H. Alexander (19b)
28. Urbanization processes and conflicts in market societies ..... K. Cox (17a)

29. Culture and inequality: The rise  
of deprived regions ..... A. Zolberg (17b)
30. Public Support and Legitimation  
of Institutions ..... P.H. Tannenbaum (20a)

#### Papers

The papers will be on sale at the Edinburgh Congress. They can also be obtained before the Congress (either the whole set of communications or some of the papers) by writing to André Philippart, 43 rue des Champs-Élysées, 1050 Brussels, Belgium, who will indicate the cost of sending the desired number of papers by airmail. The complete set of papers will be available after the Congress at \$350 in paper form, at \$45 on microfiche.

#### Registration Fees

Pre-registration (before August 1 1976): \$35; after that date: \$45.  
A reduction of \$5 can be obtained by individual members of the IPSA.  
Students: \$15.

#### Preliminary Program

A preliminary program in the form of a computer printout listing the authors of papers and the titles of their papers can be obtained by sending \$2, or the equivalent in other currencies, in bank notes or in coupons of the international postal union (avoid cheques) to the following address: Mrs. E. McDonald, Department of Political Science, The University of British Columbia, Vancouver V6T 1W5, B.C., Canada. The program will be sent airmail. In order to avoid delays that would be caused by too many computer runs, it is suggested that only one request be sent from each department. Please make the request through your Chairman.

#### Final Program

The final printed program will be given to the participants upon registration in Edinburgh.

#### Hotel Booking and Registration

For hotel booking and registration forms, write to Mrs. Sarah Kilbey, Department of Political Science, University of Edinburgh, Edinburgh EH8 9JT, Scotland.

#### Charter flights

If you are interested in attending the Edinburgh Congress and that you would consider a charter flight as a means of transportation, please write as soon as possible to the Canadian Political Science Association secretariat (c/o University of Ottawa, Ottawa K1N 6N5), indicating your preferred point of departure. This information will enable organizers to plan these flights.

\*\*\*\*\*  
\* NOUVELLES DES DEPARTMENTAL \*  
\* DÉPARTEMENTS NEWS \*  
\*\*\*\*\*  
\* y compris les postes ouverts including vacancies \*  
\*\*\*\*\*

UNIVERSITE LAVAL

Nouveaux professeurs

Jean-Pierre DERRIENNIC (Moyen Orient, idées politiques), Gérard HERVOUET (relations internationales, systèmes politiques de l'Asie, Chine), Réjean LANDRY (méthodologie, analyse des politiques), Carol LEVASSEUR (idées politiques, mouvements ouvriers), Réjean PELLETIER (politique canadienne, relations inter-gouvernementales, partis politiques), Jacques ZYLBERBERG (systèmes politiques comparés, Amérique Latine).

Départs

André BLAIS (est passé à l'Université de Montréal), Lionel OUELLET (est passé au siège social de l'Université du Québec), Nasir ISLAM (a obtenu un congé sans solde et est présentement à l'Université d'Ottawa).

Postes ouverts

Il y a actuellement des postes ouverts dans les domaines des idées politiques, de l'administration publique et de la méthodologie.

Direction du Département

Madame Louise QUESNEL-OUELLET est le directeur du Département depuis le 1er juin 1975. Elle a constitué pour l'assister l'équipe suivante:  
- directeur adjoint: Monsieur Gérard Côté, étudiant du 1er cycle; directeur du programme du 1er cycle: Monsieur Gérard Hervouet, professeur; directeur du programme du 2e et 3e cycles: Monsieur Harry B. Qualman, professeur; secrétaire administratif: Mademoiselle Doris Gagnon, étudiante du 1er cycle.

Laboratoire d'études politiques et administratives

Le colloque annuel du Laboratoire se tenait le 25 avril 1975 et portait sur l'expérience de planification régionale dans l'Est du Québec et sur les politiques gouvernementales dans ce territoire suite à l'adoption du rapport du BAEQ.

Nouvelles publications:

Carol LEVASSEUR, L. Althusser et N. Poulantzas: éléments pour une théorie marxiste de l'idéologie, dans la série "thèses en science politique de l'Université Laval". Du même auteur, La dépendance (avec référence spéciale à l'Amérique Latine) 2e cahier de la série "Bibliographie analytique en science politique".

Colloques du Laboratoire pour 1975-1976 (chaque colloque se tient le troisième jeudi de chaque mois):

NOVEMBRE: Vincent LEMIEUX, Les partis politiques: quelques voies d'analyse (13 novembre).

DECEMBRE: Jacques ZYLBERBERG, Corporatismes, populismes et socialismes en Amérique latine.

JANVIER: Réjean LANDRY, Les aspects régionaux de la politique scientifique canadienne.

FEVRIER: Alain BACCIGALUPO, Le rôle de la consultation dans l'administration publique québécoise.

MARS: Gérard BERGERON, Présentation de quelques aspects de son ouvrage à publier prochainement et concernant la théorie générale de l'Etat.

AVRIL: Carol LEVASSEUR, Le mouvement syndical québécois comme appareil idéologique de l'Etat (cadre théorique).

Projets de recherche en cours:

Lionel OUELLET, Vincent Lemieux, Jorge Aviles, Etude de la capacité du BAEQM.

Lionel OUELLET, Vincent Lemieux, La coordination administrative dans la région du BAEQ.

Kenneth COURTIS, socialisation politique des enfants.

Nouveaux projets de recherche au Département:

Jacques ZYLBERBERG, Mouvement ouvrier en Amérique Latine

Réjean LANDRY, Croissance de la population des scientifiques au Québec et au Canada: 1961 - 2001

Alain BACCIGALUPO, Vie administrative québécoise

Gérard HERVOUET, Nouvelle redistribution des forces en Asie du Sud-Est

DALHOUSIE UNIVERSITY

Collective research funded by the Canada Council under its new Program in Aid to Team Research: Donald H. CLAIRMONT, Peter M. BUTLER, Andrew S. HARVEY, J.E. Winston JACKSON, Paul A. PROSS, and Frederick C. WIEN, An analysis of the marginal work world in the Maritime provinces, its linkage with the central work world and its role in the development of the region. Amount of grant: \$139,004 (Five year total: \$852,191).

QUEEN'S UNIVERSITY

Collective research funded by the Canada Council under its new Program in Aid to Team Research: John P. MATTHEWS, John A.W. GUNN, and Donald Mackenzie SHURMAN, An Annotated edition of the letters of Benjamin Disraeli. Amount of grant: \$113,625 (Five year total: \$568,125).

UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA

Applications are invited for a senior appointment in political psychology and decision-making. Candidates should have a strong orientation to both teaching and research. Please send c.v. and names of three (3) referees to:

Professor R.S. Milne  
Department of Political Science  
University of British Columbia  
Vancouver, B.C. V6T 1W5

The position is subject to the availability of funds.

NOTE: The University of British Columbia offers equal opportunity for employment to qualified male and female candidates.

MEMORIAL UNIVERSITY OF NEWFOUNDLAND

Sessional appointment at the Lecturer or Assistant Professor level for two semesters, January through August 1976. Possibility of continued appointment for full 1976-77 academic year. Primary teaching responsibilities in Canadian Politics and Current Canadian Policy Issues.

Qualification: Ph.D. or A.B.D. - Teaching experience preferred.

Reply to: Professor Mark W. Graesser, Head  
Department of Political Science  
Memorial University of Newfoundland  
St. John's, Newfoundland  
(709) 753-1200 Ext. 2179



CARLETON UNIVERSITY

New Appointments

A. Paul PROSS, from Dalhousie (Public Administration and Canadian) and Michael DOLAN, from The American University (International Relations and Theory -- for one year).

On leave

Claude AKE, F. KIRK, P.V. LYON, J. NELLIS, T. RAKOWSKA-HARMSTONE, C. SCHUETZ, I.G. STEVENSON, R. VAN LOON, M. WHITTINOTON, and V.S. WILSON.

New chairman

Robert JACKSON (1976 - 79).

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL

Il se passe toutes sortes de choses intéressantes, dit-on, mais la grève des postes a empêché le rédacteur du Bulletin d'en être mis au courant.

YORK UNIVERSITY - (INSTITUTE FOR BEHAVIOURAL RESEARCH)

Two Vacancies

Applications are invited for the position of Director of the Methodological Research Section of the Institute for Behavioural Research, York University. Successful applicants will be cross-appointed for 1/3 of his/her time with a Social Science Department of York University. The Director is responsible for routine administration, regular consultation with members and clients of the Institute on problems of research design and data analysis, and initiating programmes of methodological research.

Applications are invited for the position of Director of the Survey Research Centre, Institute for Behavioural Research, York University. The position involves a 2/3 administrative appointment in the Institute with the remaining 1/3 cross appointed to a Social Science Department in the University. The Director is responsible for the overall administrative policy and research endeavours of the Centre, a large scale academic survey research unit that regularly conducts surveys at metropolitan, provincial and national levels of enquiry.

Candidates for these positions should have had teaching and research experience in one or more of the conventional Social Sciences, sufficient to recommend their appointment at the rank of Associate Professor or Professor for a Canadian University.

Appointment July 1st, 1976. Applications and enquiries should be directed to: Professor Bernard Blishen, Director, Institute for Behavioural Research, York University, 4700 Keele Street, DOWNSVIEW, Ontario.

\*\*\*\*\*

\* NEW PUBLICATIONS RECENTES \*

\*\*\*\*\*

BENJAMIN, Jacques: Comment on fabrique un Premier Ministre Québécois, Editions de l'Aurore, 1975, 187 pages.

DION, Léon: Nationalismes et politique au Québec, H.M.H., 1975, 177 pages.

HAUTECOEUR, Jean-P.: L'Acadie du discours, P. Université Laval, 1975, 351 pages.

JONES, Richard: L'Idéologie de l'action catholique (1917 - 1939), P. Univ. Laval, 1974, 359 pages.

MESSIER, Camille: Les mains de la loi: une problématique des besoins juridiques des économiquement faibles du Québec, Commission des services juridiques, 1975, 583 pages.

\* \* \*

The following publications have received financial assistance through the Social Science Research Council's Aid to Publication Programme, in the May-July 1975 period.

BLACK, Edwin R.: Divided Loyalties: Canadian Concepts of Federalism, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1975, p. 272.

FRIEDLAND, M.L.: Courts and Trials: A multi-disciplinary approach, Toronto, University of Toronto Press, 1975, p. 161.

GIBBS, Elisabeth: The Debates of the Legislative Assembly of United Canada, Volume VI 1847, Montréal, Les Presses de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales 1975, p. 1319.

TROFIMENKOFF, Susan: Action Française. Toronto, University of Toronto, 1975, p. 157.



D O S S I E R

An excerpt from:

POLITICAL SCIENCE IN CANADA:  
GRADUATE STUDIES AND RESEARCH

by Hugh Thorburn

PART IX. CONCLUDING REMARKS

The present appears to be a time of lean years for graduate studies in political science in Canada. The problems, however, are only financial, for the most part. However coming as they do hot on the heels of the fat years (the late sixties and early seventies), the lean ones seem harder to bear. The fat years saw an unprecedented growth of our universities, with a phenomenal addition to teaching staff. This meant a much increased overhead, and a much larger number of researchers competing for a given number of grants, leave fellowships, travel awards and other forms of support to enable them to do their jobs better. This has meant that the profession became geared to continuing expansion; so that when public policy changed and support for higher education and research was slowed down and levelled off, the outlook for the universities appeared suddenly to be bleak. There are now so many more academics whose research requires support than a decade ago (699 compared to 117 for political science) that just to stand still requires about six times the level of support of a decade ago.

Of all the social science disciplines political science is the most vulnerable. Ph.D.s in political science are qualified to teach the subject in universities, but they are not sought out for other occupations. Opportunities in community colleges, CEJEPs, etc. are very few, and generally unattractive for such highly trained people. Government employment opportunities are few -- much below those for economists, sociologists, psychologists, etc., and the private sector offers even less to political scientists trained to the Ph.D. level. Therefore a decline, or even a levelling off of university teaching places will have a more serious effect upon the political

\* \* \* \* \*

Editor's note: aussi voir en page 17 un extrait du document "Les études avancées de science politique dans les 15. résumés de l'année".  
les membres de la liste ont reçu le texte complet de ce document.

science community than it will upon the other social sciences.

What is to be done? Obviously the provincial governments must be made to see the consequences of sudden and drastic changes in policy applied to universities. To create a situation where significant numbers of highly educated specialists produced at great cost by our universities cannot find suitable employment is a serious social waste in many ways. However even if the drastic cutbacks are attenuated by the provincial governments (and here one thinks first of the province of Ontario), it is clear that the rate of production of Ph.D.s now being reached by our maturing graduate schools cannot all find employment in university teaching. Therefore other answers must be found to the problem; and they apply in the university departments, in the organization of the discipline, in government, in the funding bodies and in the community at large.

In view of the present outlook it is clear that further expansion of enrolments is out of the question, and some selected reduction is in order. The problem is one for the Ph.D. programs far more than for the M.A. ones. Indeed, as we have seen, there is no apparent reason for alarm at the rate of growth of M.A. programs. Enrolments are indeed growing moderately (as indicated by Statistics Canada and stated in Part III above --Table 3:2). The Department of Manpower and Immigration produced a linear regression from the period 1965-66 to 1970-71 producing the following results:

Table 9:1. Number of Political Science M.A.s  
Graduating in Canada

<u>Year</u>	<u>Number</u>
1965-66	36
1966-67	52
1967-68	47
1968-69	56

. . . Cont'd . . .

Table 9:1 Cont'd

<u>Year</u>	<u>Number</u>
1969-70	137
1970-71	167
1971-72	238
1972-73	265
1973-74	291
1974-75	317
1975-76	343
1976-77	370
1977-78	396
1978-79	422
1979-80	448

SOURCE: Letter from George E. Jackson, Head, Occupation Outlook Section, Department of Manpower and Immigration, January 15, 1975.

These increases are modest and M.A. graduates are not perceived as narrow specialists but as well educated generalists, whose services are sought by governments, private research and other business organizations, the media of communication, and other employers. Therefore there does not appear to be reason for concern about over-supply of M.A. graduates, as long as the departments demand high academic standards.

The Ph.D. program constitutes the distress area. Numbers have been growing rapidly. Table 3:1 above shows an increase from 210 full-time Ph.D. students in 1969 to 386 in 1974, but university teaching opportunities are declining sharply. The result is a serious over-supply now, with future prospects even more serious. Since Ph.D.s in political science are seen as narrowly specialized and best suited to university teaching, there are few attractive opportunities for graduates in other areas. Moreover the vast majority of Ph.D.s in political science seek to teach at the university level.

Under such circumstances responsible university departments should not admit marginal applicants at all to Ph.D. programs, and should

inform applicants of the employment prospects that appear to await them upon graduation. If, under these conditions, the Ph.D. programs are led to improve their standards, then there will be some gain from the current stringent situation. The increased selectivity in admitting students is likely however to reduce the enrolment of some Ph.D. programs as students seek admission to the better ones, whose degrees will, in their opinion, stand them in better stead in the competitive job market. This could therefore reduce some programs to a size at which effective Ph.D. work could not be done. There is a critical mass of students (probably about twenty) below which the stimulation and competition between good students does not take place--so that the quality of the educational experience suffers. This should serve as a signal for departments that find themselves in that position to reassess their programs and consider ending or suspending their Ph.D. work. This is, of course, a hard decision, involving as it does the pride and prestige of the departments. However if this is not done, serious consequences are bound to follow, as Ph.D. enrolments fall back to very small numbers. There is always, in such circumstances, the temptation to recruit more students, and to allow standards to fall (especially if formula financing from government holds out financial rewards for such action). It would be sad indeed if departments were actively to attract students into a Ph.D. program who could not develop the required skills to a high level, and who upon graduation could not find suitable employment.

This is a situation which should lead departments to cooperate, because competition could have harmful results for all. Would it not be preferable for strong departments to agree to include the services of suitable staff members from nearby departments that are eschewing or

abandoning Ph.D. work, rather than complacently going their own way?

**Should** there not be more meetings between the department chairmen and the chairmen of graduate studies of departments located near one another, to face the problems of maintaining quality graduate education together?

Then the losses from duplication and wasteful competition might be mitigated, and a more rational and satisfying use of scarce resources achieved.

Another factor should be considered by the departments, viz. the excessive time taken by too many Ph.D. students to complete their degree requirements. Departments should address this question by preventing the comprehensive examination from becoming (or remaining) a traumatic experience that is too long postponed; also by inducing students to complete their theses before taking on full-time employment. This may require the extension of financial aid to such students, which may have to be denied to others seeking support on entry to the program. Present circumstances favour increasing financial aid to the best students to enable them to proceed in their programs full-time, despite inflationary pressures--but the consequence is denying aid to those less motivated or endowed. The current financial stringency imposes great strains upon our departments. If they opt for raising standards and supporting only the best, the long term consequences may be favourable--but to try to expand or maintain size in the face of it is to invite an erosion of standards that will be harmful to all concerned.

There is another factor that the departments must face, viz. the content of their programs. There has been too great a tendency to allow Ph.D. students to study what they choose, without imposing sufficient requirements. As a result not only standards, but basic areas of competence have varied excessively. One cannot be sure, in considering a



Ph.D. in political science, whether he will know more than the rudiments of normative theory, whether he will possess quantitative skills and be able to analyse data and employ statistical inference competently, etc. Departments should make certain that their graduates are made fully competent in the core areas of the discipline, as well as in the special fields they elect to specialize in. If this were done the research competence of graduates would be greatly improved--so they could make a much more valuable contribution to the scholarly community on graduation. Also it would be much easier to convince prospective employers, especially governments, that they should hire Ph.D.s in political science alongside the economists, sociologists, psychologists and lawyers they presently employ.

The Canadian Political Science Association and the Société Canadienne de Science Politique also have a role to play. If graduate programs and research are to be rationalized to meet the present pressures, then these bodies must exert leadership, or at least act to facilitate cooperation, if the inevitable changes are to take place in the interest of the discipline and its practitioners. It would be a mistake for political scientists to remain largely unorganized and fragmented when their future and that of their discipline is being decided by governments, university administrators and others whose priorities may be vastly different from those of the political scientists. National bodies such as the CPSA are not organized to deal with governments on an ongoing basis. Therefore they should consider how to adapt themselves to meet this challenge. At the federal level the CPSA is a component body of the Social Science Research Council of Canada, which is now so constituted that it can fulfil this role, especially since it now receives a sustaining

grant from Canada Council. However at the provincial level there is no such competency. Consideration should be given to the establishment, probably in cooperation with other social science disciplines, of a body to deal with provincial government authorities (especially in the larger provinces), whose decisions are even more vital to the universities than are those of the federal government. Such provincial bodies could also be helpful in facilitating cooperation between departments and universities that are geographically proximate, but who at present have little to do with each other.

As for government, one must distinguish federal from provincial. In the area of research support, the federal government is predominant. In support of universities, it is the provincial governments that make the big decisions. The Canada Council is supported by the federal government, as will be the successor body when the new council is established. All scholars share a common concern that the level of support coming from the federal government will be adequate to permit the council to support scholarship at a high level. This goes without saying. However political scientists and other social scientists (to a lesser extent generally) are concerned that the council be independent of government so that there will be no possibility of partisan interference with the allocation of funds for research support. There has been general satisfaction in this respect, expressed about the Canada Council. It has received almost all its funding from the federal government, while there has been no evidence of interference with its granting procedures, which have proceeded by peer group assessment.

There is some concern however with the new council which is to be set up to service the social sciences and humanities. Dr. J. Loubser,

the Director of the Social Science Research Council of Canada, in a letter to the Hon. C.M. Drury, the Minister of State for Science and Technology, dated October 22, 1974, wrote:

We remain uneasy about the statutory determination of an obligation on the part of the granting councils to advise their respective ministers upon request. . . . it does appear to provide an opportunity to a Minister, who is so disposed, to use the Council for his own purposes. For the same reasons, we would prefer that staffing not be subject to ministerial approval, but only to Treasury Board control . . .

We are also concerned that the legislation should provide unambiguous assurance to the private sector that any support it should wish to provide for research through these granting councils would not be subject to government control . . . . Also, the legislation should clearly define the tax incentives which would encourage the private sector to contribute to the funding of research in Canada by explicitly declaring the Councils charitable organizations.

While the new council has not yet been established, it is to be hoped that the concerns of the SSRCC are accorded some weight in framing the legislation.

The other important question relating to the federal government concerns contract research. This was fully discussed in Part VIII, so no detailed repetition is called for here. This is an important question because of the distorting effect generally such a vast and rapidly growing contract research component has upon the nature of research done in Canada, especially in the face of the stable and, in real terms, perhaps shrinking, level of support for independent research. This can do much to undermine the independence, creativity and vitality of scholarly research if, in a period of serious inflation and stationary or declining real incomes, the government offers lucrative research contracts to academics to do specified types of research for government. It is now urgent that policies be worked out, in collaboration with legitimate representatives of the scholarly community, to impose some coherent structure upon the

federal government's research contracting arrangements. The objectives should be:

1. to keep the expertise of the scholarly community available for policy-making and evaluation;
2. to preserve the independence of the scholar;
3. to take advantage of his skill and creativity by assuring that he have an opportunity to participate in the elaboration of the research design of projects he will carry out;
4. to use, where possible, the mechanism of open bidding and peer group assessment in letting research contracts;
5. to assure that resources for independent research are adequate, and that the terms upon which they will be made available are comparably as generous as those applying to contract research;
6. to assure, wherever possible, the scholar's right to publish his findings.

Suggested instrumentalities to achieve these objectives are discussed in Part VIII above.

As to the provincial governments, the major concern from the point of view of political science is with the level of financial support of the universities, and the means employed in distributing it. There is no need to elaborate the very serious concern of the academic community at the draconic cutbacks in university support undertaken in Ontario, the province which had long led in generously supporting its universities. Indeed it may well be the previous generous level of support which makes the present stringency so hard to bear, because great and perhaps excessive expansion of university operations was encouraged. Now that the numbers of staff and size of universities are at an all time high, overhead costs are also

high and fairly rigid. Therefore cutbacks soon affect essential aspects of programs.

Such policies of financial restraint are legitimate decisions of provincial governments--but their effect can be especially harmful if the funds continue to be distributed through formulae devised for periods of expansion. The result is a mindless across-the-board cut which takes no account of quality. If funds for the support of universities must be restricted so that cuts must be made, then some means must be found to assure that the least essential items are cut, and that quality education is given priority. This responsibility is passed on to the universities by formula financing--so they must decide which of their activities to cut. Unfortunately this makes it impossible to support the highest quality university operations, and to cut back those of lesser attainment. This is especially important at the Ph.D. training level. The search for some means of making these hard decisions must continue. The situation is always important--but in a time of financial stringency the need is greater. The problem is difficult because of the need to respect the autonomy and integrity of the universities. Perhaps the answer is to be found in a grants commission with a good deal of autonomy in allocating funds.

As for funding bodies, our concern here is with the Canada Council, the body which has earned the respect of the Canadian academic community in the humanities and social sciences. There is general hope that the new successor council will be guided by the spirit of independence, impeccable fairmindedness and integrity, as well as positive helpfulness, that have characterized the Canada Council from its inception some twenty years ago. From very modest beginnings the Canada Council's programs of support for the humanities and social sciences grew rapidly in the sixties to substantial proportions. The seventies have seen a levelling off of this support as

government has shown a preference for other avenues of support for research that it can control or utilize more readily. This is a regrettable shift, but it is no way a reflection upon the Canada Council which has continued on its course of support of scholarship, relying on peer group assessments to designate the recipients of support. The one departure from this is the recently announced policy of program grants for the support of research in "promising areas", especially for team research. This is controversial in that the responsibility for deciding what is a "promising area" is a heavy one; and no designation will receive unanimous support of the scholarly community. Clearly the Council should make every effort to enlist the assistance of representative scholars (presumably by going through the SSRCC and the learned societies) so as to retain the support and respect of its constituency.

There are some other programs that the Council should consider undertaking. Perhaps the most far-reaching, and certainly the most radical departure from past practice is a program of stipends to pay for the time of principal investigators. This has been resisted in the past because it has been presumed that members of university staff are paid for full-time service via their salaries; therefore to pay research stipends would involve double payment. Also it was thought that greater benefit would come through other forms of expenditure. However the circumstances have changed somewhat. Opportunities for contract research work, most of which is well rewarded, have appeared on a wide scale, especially in the more concrete and practical areas. Therefore academics are being drawn to this from unrewarded independent research. There is need to stem this tide if independent research is to grow and improve. Surely it would be sensible not to pay for a researcher's time which is already contracted for in his

salary; but to permit academics to apply for support funds to buy free time from the university for those periods at the beginning or at the end of a research project, when the principal investigator should work full-time on the project if it is to be well done in a given time period. (The Canada Council should not encourage moonlighting operations, like several operating departments of the federal government do.)

Another program to facilitate and encourage research among university staff members, is a policy of support for research training institutes. These could take several forms, e.g. summer programs on the campuses of several larger universities, where staff from both the host university and others could work with accomplished research scholars to elaborate and practise research methods and techniques; or ongoing research institutes could be set up, specializing in specific types of research, which could, with Council support, host professors on leave from universities to begin or complete research projects in the area concerned. This would both instruct and encourage the academics to get on with research, confident that they were fully informed of the best techniques and approaches, and with access to the best sources and facilities.

There may be other programs that could be undertaken to induce greater and better research activity--and the Council should seek to find them by conferences and discussions with leading and successful scholars. As shown in Part VI above, there is great need to involve more staff and for larger proportions of their working time in research work. One must recognize the demanding and intimidating nature of research work, and take positive steps to stimulate the cadre of academics currently in place. For better or for worse they are going to be there for a long time. A major concern of a research council is to take whatever steps are needed to involve them

in research, see that they receive the help that will keep the standards high. This will improve morale and thereby productivity.

This might also serve as an antidote to the loosetalk among the public, and in provincial government circles, urging that professors increase their teaching loads, and lengthen the academic term. If such people can be made to understand that research is a primary requirement of professors, and to see that a great deal of such work of high quality is proceeding, then they may come to consider that their tax dollars are being well spent in supporting the universities. We expand our knowledge through research, but it is a delicate thing requiring encouragement and support in a very sensitive way. Funds spent in searching out ways of fostering and encouraging it--and then in following out such ways is likely to be the most advantageous means of spending limited Council funds. This is particularly true at present, when recruiting of new staff will be greatly reduced, and when the present cadre of researchers is young. Stimulation in the years to come will not therefore come from the infusion of new young minds to the extent that it has in the past. It must therefore be fostered from among the academics in place.

Since this problem of maintaining a vigorous intellectual atmosphere is likely to be a major one in the current "steady state", the Council should reinstate the program of support for visiting distinguished research scholars. They should be encouraged, by travel support, to visit several Canadian universities during their visits, so that the benefit of their ideas and example will be as widespread as possible.

There are also some minor changes to the policy of support for graduate education that should be considered. There is need for a program of grants for Ph.D. students to travel for thesis research purposes. At



present the student who wishes to do research outside Canada is supported only if he takes his Ph.D. training abroad. A program of thesis research grants would encourage students to take their training at Canadian universities, but still do the research of their preference even if travel outside Canada were involved. A welcome byproduct of such a program would be the keeping of some of our best students in Canada to enlarge and stimulate our Ph.D. programs, and permit them to improve. The students would benefit by greater freedom to follow the course of graduate study they prefer. Canadian graduate programs are now competitive in quality with most of those abroad; and offer in addition less crowding and better research facilities than some. Such a policy would help the smaller of them to reach the "critical mass" (about twenty students according to the department chairmen) needed for successful Ph.D. work.

Another proposal of minimal cost is a loan program to permit Ph.D. students in the last stages of their program to borrow the funds to complete their requirements, before seeking full-time employment. At present, when a student's graduate fellowship runs out, he has no means of support, yet several months of concentrated work must be done to complete the thesis. While it would not be reasonable to propose extensions of fellowship support in all such cases, a loan program would combine the provision of ongoing support with an incentive to complete the degree in reasonable time. It would also help to lower the average time period now taken by Ph.D. students to complete their degrees--a serious problem in most Canadian Ph.D. programs.

Monopoly is not a healthy state in most things. For the Canada Council to be virtually the sole source of support for independent research in Canada is not healthy either. All of the chairmen of Ph.D. departments

who expressed an opinion (nine) agreed that it would be preferable if there were more than one government funded council to support research in political science. Then an applicant could apply to more than one body--an insurance against the possibility that his application to one might be turned down because of the bias or excessively exacting standards of the particular referees consulted by the one council. Also the existence of other councils would permit more experimentation with programs and therefore less conservatism than is inevitable with a single funding council. Of course the setting up of research councils by the provincial governments would be a happy solution to this problem; although this should not discourage the federal government from contemplating more than one council, because it is probable that the federal government will continue to be looked to as the major source of research support funds. Perhaps a start could come about by leaving some responsibility for the support of the Social Sciences and Humanities with the Canada Council, while proceeding with the establishment of the new council. It would be regrettable if the able cadre of persons assembled by Canada Council were allowed to be broken up, when the new council is experiencing its birth and growing pains.

This report must end on a note of self-satisfaction, tinged with concern for the future. Over the past decade or more, remarkable strides have been taken in building up solid graduate programs in political science. Indeed perhaps too much has been done, in that there are more Ph.D. programs than there should be, given the numbers of students involved. This seems to be the judgment of the chairmen of departments, all of whom concur that there are enough programs already and some of whom say we have too many (especially in Ontario). The Ontario situation is probably correcting itself after the ACAP report, and there does not appear to be

proliferation elsewhere.

The future is, of course, uncertain. The public and government support that made the building up of graduate programs possible, is now clearly waning. Yet graduate education is not like a highway or a railway that can be erected in a short time at great cost, but which can continue to exist with mere maintenance expenditure. Graduate education involves long term commitments if success is to be achieved. Spending is for staff and student support primarily, and these are ongoing and growing expenditures. If they are cut, the programs suffer immediately, and the benefit of much of what has been spent is lost. Therefore the decisions to set up graduate programs should never have been made unless those making them were prepared to support them in the future at an adequate standard. It is no doubt unfortunate that these must be political decisions, because the democratic process favours spectacular spending for the initiation of programs, but finds it difficult to sustain the enthusiasm of public and politicians alike, for the ongoing expenditure when the program becomes merely one of many costly budgetary items. However, whatever the vicissitudes of the moment, surely Canadian politicians could not contemplate the blow to their national pride and self-esteem that a return to the practice of sending our bright young B.A.s abroad for further training would entail. We may have our ups and downs, but surely graduate education at an adequate level is here to stay, provided the articulate members of the academic community (which hopefully includes all our graduates) continue to remind our governments of their obligations to keep our universities up to the best standards.

About research it is difficult to add to what has been said. What has been accomplished is considerable, although the overall output of

our large cadre of political science scholars could be improved upon. This is largely dependent upon the policies of governments, research councils and university authorities mentioned above. The rest is up to the spirit, ability and determination of the political scientists in Canada. There is every reason to have confidence in them.

\*

\*

\*

Un extrait de

LES ETUDES AVANCEES DE SCIENCE POLITIQUE  
DANS LES DEPARTEMENTS FRANCOPHONES

par Vincent Lemieux

Section 11. Recommendations

Certaines propositions qui ont été faites dans ce rapport s'adressent aux départements dont nous avons étudié les programmes d'études avancées, ou encore à la Société canadienne de science politique dont le but est de favoriser l'avancement de la science politique de langue française au Canada. Les quelques recommandations que nous voulons faire en terminant ce rapport ne visent pas ces instances, mais plutôt celle à laquelle la commission Healy doit faire rapport, soit le Conseil des Arts.

Nous limiterons ces recommandations à trois. La première a trait à la relation entre l'enseignement et la recherche, au niveau des études de maîtrise. Elle demande au Conseil des Arts de reconnaître les traditions spécifiques aux départements francophones en cette matière.

Recommandation 1: Que le Conseil des Arts reconnaisse comme valable l'effort soutenu qui a été fait par les départements francophones de science politique pour ne pas dissocier la recherche de l'enseignement au niveau de la maîtrise, et qu'il pose des gestes concrets à cet égard.

Parmi les gestes concrets qui pourraient être posés le principal serait de reconnaître l'étudiant de maîtrise qui se trouve dans un programme avec accent sur la recherche comme un jeune chercheur qui puisse être soutenu par les subventions de recherche du Conseil.

Recommandation 2: Que le Conseil des Arts accepte, à l'intérieur de ses

programmes de subvention à la recherche, d'apporter un soutien plus total (incluant salaire, frais de recherche, etc.) aux étudiants de maîtrise ou de doctorat qui travaillent dans le cadre d'une équipe ou d'un projet de recherche jugés dignes de l'appui du Conseil.

Quant aux autres étudiants ils devraient pouvoir obtenir des bourses plus généreuses, afin d'être entièrement disponibles pour les études avancées. Et surtout le Conseil des Arts devrait, avec la collaboration des départements, intensifier ses efforts de publicité et d'incitation pour qu'un plus grand nombre de candidats sollicitent ces bourses.

Recommandation 3: Que le Conseil des Arts augmente le montant des bourses de maîtrise et de doctorat, en tenant compte de la hausse du coût de la vie et des sollicitations alléchantes qui sont offertes aux étudiants doués, et surtout qu'il intensifie, avec l'aide des départements francophones de science politique, ses efforts pour qu'un plus grand nombre de candidats sollicitent ces bourses.

DOSSIER

CPSA Bulletin SCSP / V, 2

Novembre 1975